



**Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques,
Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités**

Panorama Statistique

Cohésion sociale
Travail
Emploi

Les régions françaises • 2021

Le **PANORAMA STATISTIQUE DE LA COHESION SOCIALE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI** est un mémento annuel présentant des données départementales et régionales sur la démographie, la pauvreté, l'immigration et l'intégration, la précarité et l'exclusion, la cohésion sociale, le handicap et la dépendance, le logement et l'hébergement, l'enfance et la protection de l'enfance, les diplômés des professions sociales, de la santé, les travailleurs handicapés, les jeunes ni en études, ni en emploi ni en formation (NEET), l'emploi des seniors, le cumul emploi-retraite et enfin l'emploi dans le domaine associatif.

Il est accessible dans une **version Internet** présentant l'ensemble des données départementales et régionales et permettant aux utilisateurs de télécharger la maquette nationale ou de choisir un département sur la carte de France puis de sélectionner le tableau à visualiser. Cette version web est consultable sur le site du ministère des Solidarités et de la Santé à l'adresse suivante :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/panorama/index.htm>

Les éditions antérieures du PANORAMA STATISTIQUE sont consultables en ligne à l'adresse suivante :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/panorama/historique.htm>

La version web a été réalisée par STATMICRO et 4WONLINE.

DÉMOGRAPHIE	3
Données générales	4
Indicateurs démographiques	4
Structure par âge de la population	5
PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ, EXCLUSION	7
Revenus et inégalités de revenus	9
Inclusion bancaire	10
Chômage	10
RSA et minima sociaux	11
IMMIGRATION	12
Immigration et origines	12
Activité et chômage de la population immigrée et étrangère	12

HANDICAP, DÉPENDANCE	13
Allocataires AAH, APA, personnes prises en charge par des mandataires	14
COHÉSION SOCIALE	15
Quartiers de la politique de la ville	16
Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale	17
Établissement et services médico - sociaux	18
Capacité d'accueil des personnes âgées	21
Accueil des personnes âgées	22
Capacité d'accueil des adultes handicapés	23
Accueil des adultes handicapés	24
Capacité d'accueil des enfants et adolescents handicapés	26
Accueil des des enfants et adolescents handicapés	27
LOGEMENT, HÉBERGEMENT	28
Parc des logements et statut d'occupation	29
Recours au droit au logement (DALO)	29
Logement, hébergement	30
JEUNESSE	31
Classes d'âge, morbidité, mortalité, conduite à risques	32
Scolarité, formation, activité	33
Fonds d'aide aux jeunes (FAJ), service civique, missions locales, PAIO	34
ENFANCE, PROTECTION DE L'ENFANCE	35
Protection sociale de l'enfance - Aide sociale à l'enfance	37
Accueil des enfants d'âge préscolaire	38
DIPLÔMES DÉLIVRÉS	39
Formation aux professions sociales	40
Formation aux professions de santé	41
TRAVAIL - EMPLOI	42
Activité, emploi associatif et sport	43
Travailleurs handicapés	44
Les jeunes ni en études, ni en emploi, ni en formation (NEET)	47
Emploi des seniors	48
Cumul emploi-retraite	49
SIGLES	50
ADRESSES UTILES	52

Sources : INSEE, DREES.

Pour en savoir plus :

Les indicateurs sociaux départementaux

Les indicateurs sociaux départementaux constituent un socle d'indicateurs dans les principaux domaines de l'aide et de l'action sociales départementales. Ils intègrent à la fois des indicateurs transversaux, reflétant le contexte territorial (parmi lesquels l'espérance de vie, le taux de pauvreté monétaire, les catégories sociales...) et des indicateurs propres à chaque thématique :

- **Indicateurs de contexte** : ces indicateurs visent à préciser le contexte démographique et socio-économique des départements et à mettre en lumière leurs points forts et leurs fragilités.
- **Enfance et jeunesse en danger** : taux de mesures d'aide sociale à l'enfance, part des enfants dont les parents sont sans emploi... ;
- **Personnes en situation de handicap** : taux d'allocataires de l'AAH, taux d'équipement en places en établissements et services pour personnes handicapées... ;
- **Insertion sociale et minima sociaux** : part de la population couverte par le RSA, part de jeunes non insérés,...
- **Personnes âgées** : taux de bénéficiaires de l'APA... ;
- **Indicateurs financiers** : dépenses de RSA, APA, PCH... par habitant et par bénéficiaire.

Ces indicateurs sont issus des conclusions de plusieurs groupes de travail pilotés par l'ADF, la DREES, l'Insee et l'Odas et constitués également de conseils départementaux et d'autres producteurs nationaux de données (Andass, CCMSA, Cnaf, CNSA, Oned).

Enfin, d'autres partenaires collaborent avec le réseau en fournissant des données : la Cnav, la CNAMTS, la Depp, la Dares...

Population immigrée

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

Population étrangère

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).

À la différence de celle d'immigré, la qualité d'étranger ne perdure pas toujours tout au long de la vie : on peut, sous réserve que la législation en vigueur le permette, devenir français par acquisition.

Espérance de vie à la naissance

C'est la durée de vie moyenne - autrement dit l'âge moyen au décès - d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année étudiée. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

Espérance de vie à 65 ans

C'est le nombre moyen d'années restant à vivre au-delà de 65 ans (ou durée de survie moyenne au-delà de 65 ans), dans les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

Aide complémentaire :

[Action sociale départementale | Insee](#)

[Explore — DATA.DREES \(solidarites-sante.gouv.fr\)](#)



Données générales

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Superficie en km ²	69 711	47 784	27 209	39 151	8 680	57 433	31 813	12 011	29 906	84 060	72 724	32 082	31 399	543 963	1 705	1 100	83 534	2 503	374	633 179
Population au 1er janvier 2018 (Recensement de la population)	7 994 459	2 807 807	3 335 414	2 572 853	338 554	5 550 389	6 004 108	12 213 447	3 327 477	5 979 778	5 885 496	3 781 423	5 052 832	64 844 037	387 629	368 783	276 128	855 961	259 621	66 992 159
Population au 1er janvier 2021 (Estimation de population) (1)	8 090 442	2 784 858	3 371 158	2 561 451	349 269	5 522 476	5 975 757	12 324 261	3 305 218	6 039 092	5 985 697	3 837 166	5 088 998	65 235 843	375 693	354 824	294 146	857 809	288 926	67 407 241
Population étrangère au 1er janvier 2018 (Recensement de la population) (4)	550 622	136 048	95 647	137 387	30 966	362 320	248 681	1 770 758	108 376	290 675	359 832	115 745	380 588	4 587 645	nd	nd	nd	nd	124 618	nd
Projection de la population en 2050 en milliers (2)	9 472	2 959	3 905	2 732	385	5 705	6 244	13 154	3 427	6 877	6 935	4 500	5 327	71 622	330	282	385	910	490	74 019
Taux de croissance annuel moyen 2013-2018 en % (5)	0,6	-0,1	0,5	0,0	1,1	0,0	0,1	0,4	0,0	0,5	0,7	0,7	0,4	0,4	-0,7	-0,9	2,5	0,5	3,8	0,4
dont dû au solde migratoire	0,2	-0,1	0,5	-0,1	1,2	-0,2	-0,3	-0,4	-0,1	0,6	0,6	0,4	0,2	0,1	-1,1	-1,1	0,1	-0,6	nd	0,0
Densité au 1/01/2021 (nombre d'habitants par km ²)	116	58	124	65	40	96	188	1 026	111	72	82	120	162	120	220	323	4	343	773	106
Naissances domiciliées 2019 définitives	89 226	26 114	31 407	25 852	2 851	54 843	67 180	173 892	33 592	53 863	57 666	39 429	56 289	712 204	4 601	3 749	8 104	13 171	9 768	751 597
Décès domiciliés 2019 définitifs	69 969	30 190	35 286	27 100	3 216	53 323	55 643	75 788	34 533	65 526	59 706	35 374	51 480	597 134	3 469	3 559	1 020	5 064	777	611 023
Part de la population vivant dans une aire d'attraction des villes en 2018 (3)	91,9	91,9	87,2	89,6	85,7	91,9	95,3	100,0	90,7	87,3	92,3	93,4	96,4	93,3	96,2	99,7	78,9	98,8	nd	93,4
Part des familles monoparentales en 2018 en %	14,6	14,1	13,1	14,0	19,2	15,2	16,8	19,1	14,6	14,8	16,6	12,1	18,1	15,9	41,5	42,4	44,0	32,4	30,0	16,5
Taux d'activité de la population en 2018 (rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans en %) (3)	75,4	74,3	73,8	75,1	71,9	73,6	71,4	76,4	73,6	74,3	72,9	75,8	72,4	74,3	70,7	71,7	61,7	69,2	50,0	74,1

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Les estimations de population pour l'année 2021 sont des estimations précoces provisoires.

(2) selon le scénario central de l'Insee.

Le dernier exercice de projection de population a été publié en novembre 2016. Les données de ce chiffre clé ne sont pas mises à jour tous les ans.

(3) Indicateurs sociaux départementaux, Insee Flash Mayotte

(4) RP 2017 pour Mayotte

(5) 2012-2017 pour Mayotte

Sources : Insee, Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2020), RP 2018 exploitations complémentaire et principale, RP 2011, Omphale 2018

Indicateurs démographiques

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière	
Taux de natalité en 2020 - Naissances domiciliées pour 1 000 habitants	10,7	9,2	9,2	9,9	7,7	9,6	11,0	13,7	9,9	8,8	9,6	10,2	10,8	10,7	12,4	9,9	27,5	15,4	35,2	10,9	
Taux de mortalité en 2020 - Décès domiciliés pour 1 000 habitants (1)	9,9	12,1	10,6	11,2	9,8	11,0	10,3	7,4	11,0	11,1	10,5	9,6	10,9	10,0	9,9	10,0	3,4	6,0	3,5	9,9	
Taux mortalité infantile (rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants entre 2017 et 2019) (1)	3,3	4,0	3,4	3,6	3,8	3,6	3,8	4,1	3,5	3,5	3,1	3,0	3,2	3,6	7,4	9,0	9,4	6,6	9,0	3,8	
Indice de vieillissement de la population au 1er janvier 2021 (1) - Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans (1) (2)	84,9	107,2	101,4	100,0	120,3	92,6	74,4	60,0	95,9	115,5	104,8	88,6	106,7	88,5	89,3	110,2	15,6	45,5	5,0	86,6	
Espérance de vie à la naissance en 2020 (1)																					
Hommes	79,2	78,1	78,8	78,9	80,6	77,8	76,6	79,5	78,0	79,6	80,0	79,6	79,5	79,2	77,0	78,6	77,5	77,3	72,3	79,1	
Femmes	84,9	84,3	85,4	84,8	85,5	83,7	83,1	84,7	84,5	85,5	85,4	85,8	85,1	85,2	83,6	84,7	83,2	84,6	73,6	85,1	
Espérance de vie à 65 ans en 2020 (1)																					
Hommes	19,0	18,7	19,1	19,1	20,1	18,1	17,5	19,2	18,6	19,6	19,7	19,6	19,4	18,9	18,9	19,7	19,5	18,7	14,3	18,9	
Femmes	22,7	22,5	23,2	22,9	23,6	21,9	21,5	22,6	22,7	23,4	23,2	23,5	23,0	23,0	22,5	23,0	22,5	22,5	14,9	23,0	

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Les estimations de population pour l'année 2021 sont des estimations précoces provisoires.

(2) Toutes les données de Mayotte, département français depuis 2011, sont issues des estimations de population.

Sources : DREES ; Insee, estimations de population (données provisoires), État civil



Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1^{er} janvier 2021 - Hommes (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
0 - 4 ans	225 507	67 227	82 743	65 969	8 196	141 021	170 369	400 233	84 639	138 000	148 338	101 165	134 326	1 767 733	9 134	7 865	16 082	28 355	22 989	1 852 158
5 - 9 ans	253 711	79 505	98 183	76 891	9 496	161 852	198 665	407 773	99 911	164 669	170 321	119 998	147 508	1 988 483	10 587	8 878	15 324	32 004	20 868	2 076 144
10 - 14 ans	263 620	86 965	108 489	83 160	9 890	170 284	205 466	406 447	108 092	178 978	182 323	130 531	152 103	2 086 348	12 358	10 546	15 257	34 135	19 043	2 177 687
15 - 19 ans	258 416	87 499	108 160	79 895	9 082	171 631	204 799	390 837	106 202	180 098	181 112	127 775	147 314	2 052 820	12 677	10 347	13 346	33 326	13 957	2 136 473
20 - 24 ans	235 656	75 486	94 431	65 017	8 120	164 960	185 151	395 086	90 539	159 687	170 628	108 374	130 832	1 883 967	9 220	8 388	10 070	24 133	7 838	1 943 616
25 - 54 ans	1 494 528	482 604	590 930	446 026	63 756	1 011 737	1 096 760	2 467 678	578 291	1 042 667	1 051 869	689 584	882 034	11 898 464	54 513	51 673	51 185	149 855	43 137	12 248 827
55 - 59 ans	254 121	92 034	110 539	83 220	11 294	187 488	186 557	362 664	107 054	196 006	192 829	119 020	163 312	2 066 138	14 188	14 604	6 151	30 545	3 540	2 135 166
60 - 64 ans	228 926	90 149	108 822	80 157	11 012	173 665	171 414	301 873	103 829	192 924	182 414	113 493	152 474	1 911 152	13 180	13 552	4 933	23 173	2 509	1 968 499
65 - 74 ans	410 944	170 340	198 982	150 032	21 380	305 528	299 484	474 411	190 711	372 767	348 570	209 837	283 981	3 436 967	20 311	20 251	6 132	32 714	2 626	3 519 001
75 - 84 ans	218 483	86 401	95 482	76 282	12 776	145 612	127 070	240 910	89 951	189 935	183 137	101 644	167 764	1 735 447	10 214	11 065	2 181	13 865	967	1 773 739
85 ans et +	87 296	35 941	39 840	34 610	4 474	55 748	49 143	92 868	37 611	84 723	79 636	46 175	67 808	715 873	4 024	4 360	590	3 873	270	728 990
Ensemble	3 931 208	1 354 151	1 636 601	1 241 259	169 476	2 689 526	2 894 878	5 940 780	1 596 830	2 900 454	2 891 177	1 867 596	2 429 456	31 543 392	170 406	161 529	141 251	405 978	137 744	32 560 300
Moins de 6 ans	274 379	82 229	101 157	80 438	9 993	171 906	208 431	481 279	103 526	168 684	181 508	123 605	162 867	2 150 002	11 113	9 536	19 195	34 620	27 146	2 251 612
Enfants de 6 à 16 ans	572 931	186 738	231 738	178 784	21 397	369 573	447 608	890 899	232 076	385 612	391 484	280 358	330 912	4 520 110	26 409	22 033	33 314	73 732	42 257	4 717 855
Jeunes de 16 à 25 ans	485 253	159 246	197 752	140 379	16 843	333 031	382 849	788 363	192 051	332 465	347 245	229 594	272 954	3 878 025	20 592	17 868	22 062	54 432	19 858	4 012 837
Population de 26 à 64 ans	1 933 845	651 010	793 608	597 118	84 423	1 342 376	1 421 142	3 050 460	772 608	1 402 631	1 395 629	902 214	1 173 165	15 520 229	80 353	78 560	60 599	199 584	47 689	15 987 014
Population de 65 ans et plus	716 723	292 682	334 304	260 924	38 630	506 888	475 697	808 189	318 273	647 425	611 343	357 656	519 553	5 888 287	34 549	35 676	8 903	50 452	3 863	6 021 730
Population de 75 ans et plus	305 779	122 342	135 322	110 892	17 250	201 360	176 213	333 778	127 562	274 658	262 773	147 819	235 572	2 451 320	14 238	15 425	2 771	17 738	1 237	2 502 729
Population de 80 ans et plus	179 316	73 190	82 945	67 923	10 078	120 994	104 694	193 538	76 894	166 349	155 852	91 710	137 632	1 461 115	8 042	9 145	1 370	9 156	619	1 489 447

(1) Les estimations de population pour l'année 2021 sont des estimations précoces provisoires.

Source: Insee, estimation de population 2021 (données provisoires)

Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1^{er} janvier 2021 - Femmes (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
0 - 4 ans	214 695	65 143	78 233	63 868	7 875	134 841	161 829	387 235	82 196	134 549	141 354	96 550	128 301	1 696 669	9 322	7 658	16 223	28 195	22 446	1 780 513
5 - 9 ans	241 926	76 128	93 384	74 421	9 017	154 035	189 482	393 115	95 866	157 564	163 981	114 559	140 475	1 903 953	10 855	8 945	15 667	32 297	21 546	1 993 263
10 - 14 ans	251 671	82 390	103 061	78 851	9 208	162 888	197 948	390 939	101 375	171 138	173 479	124 096	145 335	1 992 379	12 237	10 214	15 352	33 353	19 589	2 083 124
15 - 19 ans	244 582	79 948	101 422	74 561	8 130	161 554	193 502	379 797	98 931	169 431	171 262	119 370	138 567	1 941 057	12 257	10 279	13 931	32 214	14 904	2 024 642
20 - 24 ans	225 748	67 972	85 990	61 113	7 589	153 413	177 648	407 082	86 361	152 730	165 274	102 888	126 193	1 820 001	8 740	7 883	10 973	25 024	10 797	1 883 418
25 - 54 ans	1 527 132	489 442	593 075	457 969	67 873	1 024 729	1 119 482	2 614 606	591 695	1 082 360	1 088 773	695 948	940 652	12 293 736	74 917	68 540	59 184	177 670	52 549	12 726 596
55 - 59 ans	263 778	95 952	113 273	86 278	11 922	194 119	194 259	388 413	112 294	210 411	205 090	123 896	179 617	2 179 302	16 828	17 555	6 351	31 688	3 286	2 255 010
60 - 64 ans	247 437	96 488	115 914	86 212	11 511	189 171	189 313	337 519	112 940	212 911	200 814	122 281	170 605	2 093 116	14 852	15 541	5 220	26 239	2 226	2 157 194
65 - 74 ans	469 346	189 081	227 659	168 868	22 891	341 571	353 869	563 733	218 964	422 738	392 066	237 663	334 159	3 942 608	23 815	23 797	6 312	37 350	2 460	4 036 342
75 - 84 ans	284 448	111 551	131 145	98 517	15 451	191 662	182 608	321 209	122 950	248 301	234 449	135 268	220 339	2 297 898	14 002	14 789	2 594	19 815	1 042	2 350 140
85 ans et +	188 471	76 612	91 401	69 534	8 326	124 967	120 939	199 833	84 816	176 505	157 978	97 051	135 299	1 531 732	7 462	8 094	1 088	7 986	337	1 556 699
Ensemble	4 159 234	1 430 707	1 734 557	1 320 192	179 793	2 832 950	3 080 879	6 383 481	1 708 388	3 138 638	3 094 520	1 969 570	2 659 542	33 692 451	205 287	193 295	152 895	451 831	151 182	34 846 941
Moins de 6 ans	260 920	79 570	95 601	77 930	9 592	164 136	197 746	465 160	100 658	164 406	172 599	118 029	155 707	2 062 054	11 290	9 326	19 442	34 604	26 740	2 163 456
Enfants de 6 à 16 ans	546 264	177 093	220 437	169 983	19 928	352 327	429 058	858 059	219 094	367 305	374 282	265 804	314 872	4 314 506	26 419	21 687	33 596	72 919	43 727	4 512 854
Jeunes de 16 à 25 ans	464 367	144 831	182 064	131 996	15 748	311 943	365 492	798 508	181 760	316 139	332 887	217 063	260 522	3 723 320	19 983	17 514	23 930	54 946	24 423	3 864 116
Population de 26 à 64 ans	1 994 707	668 612	806 966	618 705	89 541	1 378 671	1 470 146	3 253 012	800 127	1 477 355	1 464 158	922 439	1 266 788	16 211 227	104 898	100 163	68 573	231 031	55 865	16 771 757
Population de 65 ans et plus	942 265	377 244	450 205	336 919	46 668	658 200	657 416	1 084 775	426 730	847 544	784 493	469 982	689 797	7 772 238	45 279	46 680	9 994	65 151	3 839	7 943 181
Population de 75 ans et plus	472 919	188 163	222 546	168 051	23 777	316 629	303 547	521 042	207 766	424 806	392 427	232 319	355 638	3 829 630	21 464	22 883	3 682	27 801	1 379	3 906 839
Population de 80 ans et plus	316 414	129 219	155 607	115 904	15 065	218 140	209 632	344 892	143 760	290 616	262 600	161 517	232 266	2 595 632	13 358	14 823	2 128	16 577	703	2 643 221

(1) Les estimations de population pour l'année 2021 sont des estimations précoces provisoires.

Source: Insee, estimation de population 2021 (données provisoires)

Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1^{er} janvier 2021 - Ensemble

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
0 - 4 ans	440 202	132 370	160 976	129 837	16 071	275 862	332 198	787 468	166 835	272 549	289 692	197 715	262 627	3 464 402	18 456	15 523	32 305	56 550	45 435	3 632 671
5 - 9 ans	495 637	155 633	191 567	151 312	18 513	315 887	388 147	800 888	195 777	322 233	334 302	234 557	287 983	3 892 436	21 442	17 823	30 991	64 301	42 414	4 069 407
10 - 14 ans	515 291	169 355	211 550	162 011	19 098	333 172	403 414	797 386	209 467	350 116	355 802	254 627	297 438	4 078 727	24 595	20 760	30 609	67 488	38 632	4 260 811
15 - 19 ans	502 998	167 447	209 582	154 456	17 212	333 185	398 301	770 634	205 133	349 529	352 374	247 145	285 881	3 993 877	24 934	20 626	27 277	65 540	28 861	4 161 115
20 - 24 ans	461 404	143 458	180 421	126 130	15 709	318 373	362 799	802 168	176 900	312 417	335 902	211 262	257 025	3 703 968	17 960	16 271	21 043	49 157	18 635	3 827 034
25 - 54 ans	3 021 660	972 046	1 184 005	903 995	131 629	2 036 466	2 216 242	5 082 284	1 169 986	2 125 027	2 140 642	1 385 532	1 822 686	24 192 200	129 430	120 213	110 369	327 525	95 686	24 975 423
55 - 59 ans	517 899	187 986	223 812	169 498	23 216	381 607	380 816	751 077	219 348	406 417	397 919	242 916	342 929	4 245 440	31 016	32 159	12 502	62 233	6 826	4 390 176
60 - 64 ans	476 363	186 637	224 736	166 369	22 523	362 836	360 727	639 392	216 769	405 835	383 228	235 774	323 079	4 004 268	28 032	29 093	10 153	49 412	4 735	4 125 693
65 - 74 ans	880 290	359 421	426 641	318 900	44 271	647 099	653 353	1 038 144	409 675	795 505	740 636	447 500	618 140	7 379 575	44 126	44 048	12 444	70 064	5 086	7 555 343
75 - 84 ans	502 931	197 952	226 627	174 799	28 227	337 274	309 678	562 119	212 901	438 236	417 586	236 912	388 103	4 033 345	24 216	25 854	4 775	33 680	2 009	4 123 879
85 ans et +	275 767	112 553	131 241	104 144	12 800	180 715	170 082	292 701	122 427	261 228	237 614	143 226	203 107	2 247 605	11 486	12 454	1 678	11 859	607	2 285 689
Ensemble	8 090 442	2 784 858	3 371 158	2 561 451	349 269	5 522 476	5 975 757	12 324 261	3 305 218	6 039 092	5 985 697	3 837 166	5 088 998	65 235 843	375 693	354 824	294 146	857 809	288 926	67 407 241
Moins de 6 ans	535 299	161 799	196 758	158 368	19 585	336 042	406 177	946 439	204 184	333 090	354 107	241 634	318 574	4 212 056	22 403	18 862	38 637	69 224	53 886	4 415 068
Enfants de 6 à 16 ans	1 119 195	363 831	452 175	348 767	41 325	721 900	876 666	1 748 958	451 170	752 917	765 766	546 162	645 784	8 834 616	52 828	43 720	66 910	146 651	85 984	9 230 709
Jeunes de 16 à 25 ans	949 620	304 077	379 816	272 375	32 591	644 974	748 341	1 586 871	373 811	648 604	680 132	446 657	533 476	7 601 345	40 575	35 382	45 992	109 378	44 281	7 876 953
Population de 26 à 64 ans	3 928 552	1 319 622	1 600 574	1 215 823	173 964	2 721 047	2 891 288	6 303 472	1 572 735	2 879 986	2 859 787	1 824 653	2 439 953	31 731 456	185 251	178 723	129 172	430 615	103 554	32 758 771
Population de 65 ans et plus	1 658 988	669 926	784 509	597 843	85 298	1 165 088	1 133 113	1 892 964	745 003	1 494 969	1 395 836	827 638	1 209 350	13 660 525	79 828	82 356	18 897	115 603	7 702	13 964 911
Population de 75 ans et plus	778 698	310 505	357 868	278 943	41 027	517 989	479 760	854 820	335 328	699 464	655 200	380 138	591 210	6 280 950	35 702	38 308	6 453	45 539	2 616	6 409 568
Population de 80 ans et plus	495 730	202 409	238 552	183 827	25 143	339 134	314 326	538 430	220 654	456 965	418 452	253 227	369 898	4 056 747	21 400	23 968	3 498	25 733	1 322	4 132 668

(1) Les estimations de population pour l'année 2021 sont des estimations précoces provisoires.

Source : Insee, estimation de population 2021 (données provisoires)



Sources : DREES, INSEE, CNAF, DARES, DGFIP, CNAV, CCMISA, CAF, Banque de France, Pôle emploi, ASP, IEDOM, Fonds CMU.

Pour en savoir plus :

Taux de pauvreté - Intensité de la pauvreté

Le **taux de pauvreté** correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). L'Insee, comme Eurostat et les autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative alors que d'autres pays (comme les États-Unis ou l'Australie) ont une approche absolue. Dans l'approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian.

L'**intensité de la pauvreté** est un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

Niveau de vie médian

Le **niveau de vie médian** est le revenu disponible après transferts, impôts et prestations sociales, par unité de consommation (UC), en deçà duquel se situe la moitié de la population de France métropolitaine. Le rapport inter décile (D9/D1) des niveaux de vie est le rapport entre le niveau de vie plancher des 10 % les plus aisés et le niveau de vie plafond des 10 % les plus modestes.

Ménage fiscal

Le « **ménage fiscal** » est un ménage constitué par le regroupement des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement. Son existence, une année donnée, tient au fait que coïncident au moins une déclaration indépendante de revenus et l'occupation d'un logement connu à la Taxe d'Habitation. Les ménages constitués de personnes ne disposant pas de leur indépendance fiscale (essentiellement des étudiants) sont comptés dans les ménages où ils déclarent leurs revenus même s'ils occupent un logement indépendant.

Fichier Localisé social et fiscal (FiLoSoFi)

Les données issues de ce fichier proviennent du rapprochement :

- des données fiscales (déclarations de revenus des personnes physiques, taxe d'habitation et fichier d'imposition des personnes physiques) fournies à l'Insee par la Direction générale des finances publiques
- et des données sur les prestations sociales émanant des principaux organismes gestionnaires de ces prestations (CNAF, CNAV, MSA).

Ces données permettent de reconstituer un revenu déclaré (avant impôt) et un revenu disponible (après impôt et y compris prestations sociales et revenus financiers non déclarés) avec une estimation plus précise des prestations réellement perçues à tous les niveaux locaux : infra-communales, communales et supra-communales.

À partir des données 2012, le dispositif FiLoSoFi remplace les anciens dispositifs Revenus fiscaux localisés (RFL) et Revenus disponibles localisés (RDL).

Au niveau national, l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS) reste la source de référence pour les indicateurs d'inégalité des niveaux de vie et de pauvreté.

Taux de chômage localisés trimestriels

Le **taux de chômage** est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Ces taux sont calculés en moyenne trimestrielle pour les régions, les départements et les zones d'emploi de métropole selon une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi pour le niveau national (chômage au sens du BIT) et de Pôle emploi (chômage répertorié à partir des DEFM) pour la répartition géographique.

Ces taux sont cohérents avec le taux de chômage national officiel dit au sens du BIT.

Chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT)

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement).

Demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes inscrites à Pôle emploi. Ils sont regroupés en différentes catégories :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- Catégorie C : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).

Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

Le revenu de solidarité active (RSA) s'adresse depuis le 1er juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer (et le 1er janvier 2012 à Mayotte) à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Depuis le 1er septembre 2010 en France métropolitaine et le 1er juillet 2011 dans les DOM, il a été étendu aux personnes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux années au cours des trois dernières années (**RSA socle jeune**).

Le seuil du revenu garanti par le RSA est calculé en additionnant un montant forfaitaire, variable selon la composition du foyer, à une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer.

Le **RSA socle** est destiné aux personnes dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Il peut être majoré pour les parents assumant seuls la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Le **RSA socle non majoré** s'est substitué au revenu minimum d'insertion (**RMI**) et le **RSA socle majoré** à l'allocation de parent isolé (**API**).

Prime d'activité

La prime d'activité est entrée en vigueur le 1er janvier 2016. C'est un complément de revenu qui est versé chaque mois, depuis le 5 février 2016, sous conditions de ressources, aux travailleurs modestes. Elle remplace la prime pour l'emploi (PPE) et la partie « activité » du revenu de solidarité active (RSA).



Les allocations du minimum vieillesse (ASV et ASPA)

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) a été créée en 1956 et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est entrée en vigueur en 2007 à la suite de la réforme du minimum vieillesse. L'ASV continue d'être versée aux personnes qui en bénéficiaient avant cette réforme. Ces allocations sont destinées aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou ayant atteint l'âge minimum de départ à la retraite en cas d'inaptitude au travail) qui disposent de ressources inférieures au seuil du minimum vieillesse. Elles sont versées par les caisses de retraite ou par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et financées par le Fonds de solidarité vieillesse.

L'allocation de solidarité spécifique (ASS)

Instituée en 1984, c'est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage ou aux demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

La Couverture Maladie Universelle Complémentaire

La Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMUC) est une protection complémentaire santé gratuite accordée aux personnes remplissant certaines conditions de résidence et de ressources.

Elle prend en charge le ticket modérateur (part restant habituellement à la charge du patient) et le forfait journalier en cas d'hospitalisation. Elle garantit l'application des tarifs opposables par les médecins conventionnés ; de plus, les dépassements de tarifs pour les lunettes, les prothèses auditives et les appareils dentaires sont également pris en charge dans la limite d'un certain montant. Enfin, elle permet la dispense d'avance de frais lors des consultations chez le médecin, à la pharmacie, pour les médicaments sur prescription, au laboratoire, etc.

À partir du 1^{er} novembre 2019, la CMU-C et l'ACS sont remplacées par la complémentaire santé solidaire (CSS).

La CSS

La Complémentaire santé solidaire aussi appelée CSS ou C2S est une aide de l'Etat qui vous permet de payer vos dépenses de santé. Elle se présente comme une mutuelle gratuite ou à moins d'un euro par jour et par personne. Avec elle, vous ne payez pas chez le médecin, à l'hôpital et en pharmacie.

Depuis le 1^{er} novembre 2019, la Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMU-C) s'est ouverte aux personnes éligibles à l'Aide à la Complémentaire Santé (ACS) moyennant une participation financière entre 8 et 30 € par mois en fonction de l'âge. L'ACS ainsi supprimée a laissé place à un dispositif commun appelé Complémentaire santé solidaire.

Pour obtenir la Complémentaire santé solidaire, vous devez respecter le plafond d'attribution de la Sécurité sociale qui est basé sur les ressources de votre foyer.

Aide complémentaire :

Aide sociale aux personnes âgées ou handicapées : les départements ont attribué 2 millions de prestations fin 2018 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Minima sociaux et prestations à destination des ménages modestes | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2412603> ▶

Explore — DATA.DREES (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Redistribution : les effets des prestations sociales sur le niveau de vie des ménages les plus modestes | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

80 % des bénéficiaires du RSA soumis aux droits et devoirs sont orientés vers un parcours d'insertion | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶



Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2018)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Niveau de vie médian des ménages (en euros) (1) (2)	22 480	21 480	21 750	21 560	20 670	21 610	20 110	23 860	21 200	21 290	20 740	21 620	21 350	21 730	15 720	17 880	11 040	15 440	3 120	nd
Disparités des revenus des ménages (rapport inter décile D9/D1 du niveau de vie) (1) (2)	3,4	3,0	2,8	3,0	3,6	3,3	3,2	4,4	3,0	3,1	3,4	2,8	3,7	3,4	4,9	4,3	7,8	4,4	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire (seuil de pauvreté à 60%) (1) (2)	12,7	12,9	10,9	13,1	18,5	14,8	18,0	15,6	13,5	13,6	17,2	10,8	17,3	14,6	nd	29,8	nd	38,9	77,0	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans (1)	19,8	20,2	19,3	21,4	23,1	24,4	28,7	18,8	21,8	22,7	27,3	17,7	24,9	22,2	nd	49,7	nd	54,3	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de 75 ans ou plus (1)	8,6	8,6	8,6	7,8	18,2	8,6	10,8	8,9	8,4	10,9	12,6	7,9	11,4	9,7	nd	31,2	nd	39,9	nd	nd
Intensité de la pauvreté monétaire (1)	19,6	18,5	18,1	19,2	21,3	20,0	18,9	22,6	18,7	19,2	20,4	18,1	21,5	20,2	nd	23,6	nd	23,8	nd	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Source Budget des familles pour Guadeloupe, Guyane et Mayotte

Sources : DREES ; Insee, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) 2018

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2018)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre total de ménages fiscaux	3 373 235	1 223 882	1 461 067	1 117 896	123 148	2 341 552	2 430 999	4 934 157	1 417 268	2 657 735	2 575 622	1 608 172	2 245 875	27 510 608	nd	146 373	nd	316 016	66 201	nd
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	52,4	50,0	49,3	50,5	48,5	49,1	45,5	63,6	48,8	48,4	46,3	49,0	51,3	51,7	nd	33,8	nd	28,3	18,1	nd
Salaire net annuel moyen en équivalent temps plein par sexe et PCS dans le secteur privé	27 589	25 059	25 162	25 939	24 300	25 679	25 917	36 005	25 782	25 447	26 193	25 515	27 243	28 447	26 664	26 393	27 253	24 579	nd	28 398
Femmes	24 282	22 213	22 521	23 246	22 262	22 668	23 115	32 455	22 859	22 891	23 215	22 620	24 100	25 427	25 238	24 922	25 521	23 394	nd	25 408
Hommes	29 895	27 037	27 071	27 860	25 842	27 804	27 667	38 642	27 752	27 343	28 365	27 551	29 602	30 601	27 952	27 713	28 310	25 358	nd	30 532
Cadres (y c les chefs d'entreprise salariés)	47 121	44 291	44 656	45 507	41 292	45 244	45 433	57 833	45 648	45 231	44 519	44 461	47 079	50 478	51 101	51 077	51 598	48 394	nd	50 473
Professions intermédiaires	28 114	27 221	26 760	27 774	28 475	27 730	27 593	30 503	28 209	27 204	27 127	26 917	28 490	28 215	30 332	29 840	31 955	28 175	nd	28 235
Employés	20 268	19 611	19 548	19 946	19 964	19 577	19 769	21 816	19 704	19 767	19 448	19 734	20 163	20 269	21 434	21 271	21 016	20 054	nd	20 280
Ouvriers	21 757	21 313	20 513	21 126	21 087	21 692	21 323	21 631	21 751	20 587	20 651	20 909	21 288	21 279	21 058	21 038	21 040	20 568	nd	21 271

Sources : Insee, Bases Tous salariés, au lieu de résidence, DGFIP, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA



Pauvreté - Précarité - Exclusion

Inclusion bancaire

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de dossiers de surendettement déposés et part des dossiers jugés recevables																				
Dossiers de surendettement déposés																				
2008	19 295	9 347	8 069	8 040	550	17 567	25 683	30 603	13 245	17 583	14 060	8 983	15 460	188 485	349	350	217	757	4	190 162
2019	15 228	7 197	6 203	6 544	520	11 675	20 291	20 255	9 445	14 141	12 049	7 156	12 376	143 080	422	415	305	1 291	nd	145 513
2020	11 748	5 441	4 813	5 068	429	8 746	15 413	15 454	7 521	10 532	9 104	5 320	9 146	108 735	325	361	126	1 102	12	110 661
Dossiers de surendettement jugés recevables																				
2008	17 721	8 110	7 250	6 716	442	15 407	21 740	25 313	11 589	14 432	11 983	7 884	12 446	161 033	291	248	172	555	1	162 300
2019	13 891	7 012	5 660	6 134	486	11 062	19 132	19 078	9 070	13 337	11 770	6 669	11 426	134 727	310	366	229	1 034	18	136 684
2020	11 783	5 296	4 786	4 924	399	8 768	14 833	14 573	7 256	10 290	8 854	4 885	8 307	104 954	317	309	176	956	8	106 720
Part des dossiers de surendettement jugés recevables																				
2008	91,8	86,8	89,9	83,5	80,4	87,7	84,6	82,7	87,5	82,1	85,2	87,8	80,5	85,4	83,4	70,9	79,3	73,3	25,0	85,3
2019	91,2	97,4	91,2	93,7	93,5	94,7	94,3	94,2	96,0	94,3	97,7	93,2	92,3	94,2	73,5	88,2	75,1	80,1	nd	93,9
2020	100,3	97,3	99,4	97,2	93,0	100,3	96,2	94,3	96,5	97,7	97,3	91,8	90,8	96,5	97,5	85,6	139,7	86,8	66,7	96,4

Sources : Banque de France, enquête typologie ; IEDOM Réunion

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Chômage

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Données septembre 2021																				
Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	652 230	216 360	261 170	215 730	18 320	452 410	566 220	1 036 280	271 930	495 430	582 540	314 050	485 830	5 568 500	62 040	48 790	24 910	161 370	16 478	5 882 088
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	366 670	108 060	128 970	109 330	11 520	261 300	335 430	695 440	148 050	259 010	340 330	154 340	293 080	3 211 530	52 240	38 710	21 570	128 850	14 676	3 467 576
Nombre de demandeurs d'emploi longue durée (Catégories A, B, C)	313 410	106 970	126 470	107 840	6 690	226 920	285 230	508 500	137 350	241 980	291 040	156 490	232 900	2 741 790	35 170	25 680	7 890	92 870	4 131	2 907 531
Proportion en % des femmes parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	52,6	51,6	53,7	52,2	55,1	50,6	50,6	49,9	52,7	54,2	52,2	54,2	51,6	51,8	58,3	58,4	58,1	52,1	66,7	52,0
Proportion en % des moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	12,8	14,2	13,6	14,4	12,7	13,2	15,7	10,1	15,4	13,0	12,8	15,3	11,9	13,0	11,8	11,6	17,0	12,8	16,3	13,0
Proportion en % des 50 ans et plus parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	26,1	27,1	26,2	26,6	30,2	27,3	24,1	27,3	25,6	27,7	27,6	25,1	28,4	26,7	35,1	36,8	23,8	29,8	16,4	27,0
Taux de chômage localisé (1er trimestre 2021) en % (1)	7,2	6,8	6,6	7,2	6,8	7,7	9,4	7,7	7,7	7,3	9,4	6,8	9,1	7,8	17,6	12,8	12,7	17,8	30,0	8,1
Données 2019-2020																				
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en QPV (Quartiers de la politique de la ville 2015) (2)																				
Catégorie A tous âges																				
Au 31 décembre 2019 (2)	38 783	14 686	8 813	17 662	589	41 644	72 455	133 238	21 517	21 148	43 611	19 234	55 443	488 234	nd	nd	nd	30 171	nd	nd
Au 31 décembre 2020 (2)	40 555	14 583	9 368	17 522	697	43 278	73 503	148 904	22 000	22 069	45 165	19 905	57 496	514 348	nd	nd	nd	29 803	nd	nd
Catégorie A, B, C tous âges																				
Au 31 décembre 2019 (2)	59 220	22 387	13 797	27 008	nd	60 353	104 970	191 176	32 089	33 005	61 973	29 904	78 650	714 532	nd	nd	nd	35 906	nd	nd
Au 31 décembre 2020 (2)	60 535	22 642	14 123	27 277	905	61 946	106 457	204 930	32 395	34 010	63 050	30 372	80 531	738 268	nd	nd	nd	36 135	nd	nd
Nombre de demandeurs d'emploi de longue durée en QPV au 31 décembre 2020 (2)																				
Demandeurs d'emploi dans les QPV (catégorie A, B ou C)	60 535	22 642	14 123	27 277	905	61 946	106 457	204 930	32 395	34 010	63 050	30 372	80 531	738 268	nd	nd	nd	36 135	nd	nd
Demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) dans les QPV (catégorie A, B ou C)	29 769	11 114	6 891	13 494	347	31 480	54 867	102 033	16 649	16 330	32 002	15 794	39 816	370 239	nd	nd	nd	21 769	nd	nd
Part des demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) parmi les demandeurs d'emploi au sein des QPV (catégorie A, B ou C) (en %)	49,2	49,1	48,8	49,5	38,3	50,8	51,5	49,8	51,4	48,0	50,8	52,0	49,4	50,1	nd	nd	nd	60,2	nd	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux, données provisoires

(2) Les données issues du fichier des DEFM annuel au 31 décembre sont des données structurelles. Deux millésimes consécutifs ne doivent pas être utilisés pour mesurer des évolutions. En effet, les données sont géolocalisées à partir d'un référentiel d'adresses qui est en évolution constante, des améliorations étant apportées régulièrement sur la localisation des adresses. Les évolutions entre deux millésimes ne reflètent donc pas uniquement l'évolution réelle des DEFM mais aussi l'évolution du référentiel.

Sources : DREES ; Insee, estimations de taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT ; Pôle emploi ; Dares, statistiques du marché du travail (champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, Quartiers prioritaires de la politique de la ville de France Métropolitaine et La Réunion) - géoréférencement Insee; ASP, traitement Dares

Pauvreté - Précarité - Exclusion RSA et Minima sociaux

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31.12.2020 (1) (7)	173 900	64 252	65 529	65 491	7 102	155 280	229 160	381 716	89 429	156 628	206 467	76 030	176 085	1 847 069	44 929	36 237	23 393	101 593	4 864	2 058 085
Dont :																				
RSA majoré	19 123	7 292	7 116	8 000	593	16 871	28 177	36 251	10 800	16 541	21 876	9 706	19 204	201 550	5 091	3 972	6 393	15 915	0	232 921,0
RSA non majoré (8)	154 673	56 907	58 370	57 458	6 506	138 336	200 921	345 346	78 593	139 981	184 494	66 279	156 816	1 644 680	39 837	32 264	17 000	85 666	4 864	1 824 311,0
Dont RSA (socle) jeune	104	53	43	33	3	73	62	119	36	106	97	45	65	839	1	1	0	12	0	853,0
Taux de population couverte par le RSA en % (allocataire, conjoint et personnes à charge) (2) (3) (6)	4,3	4,6	3,6	5,2	3,5	5,6	8,1	5,8	5,4	5,0	6,7	3,9	6,8	5,6	22,3	17,8	23,4	26,7	4,5	6,1
Allocataires de la prime d'activité au 31.12.2020 (1)	522 463	184 135	226 032	177 558	21 038	367 268	462 325	669 802	231 754	443 879	474 829	266 847	378 791	4 426 721	28 494	30 586	10 771	80 687	1 181	4 578 440,0
Dont :																				
Prime d'activité majorée	21 341	8 102	9 457	8 532	963	15 252	19 663	33 670	11 044	18 746	19 025	11 614	16 891	194 300	2 169	1 997	1 551	5 220	0	205 237,0
Prime d'activité non majorée	501 122	176 033	216 575	169 026	20 075	352 016	442 662	636 132	220 710	425 133	455 804	255 233	361 900	4 232 421	26 325	28 589	9 220	75 467	1 181	4 373 203,0
Allocataires de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31.12.2019																				
Allocataires de l'ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans (3) (4) (6) (7)	0,6	0,7	0,6	0,8	0,6	0,9	1,1	0,7	0,9	0,7	1,0	0,6	0,9	0,8	2,8	2,6	0,6	3,2	nd	0,8
Allocataires de l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) au 31.12.2019 (3)																				
Allocataires de l'ASV et de l'ASPA pour 100 personnes de 60 ans et plus (4) (6)	2,6	2,3	2,2	2,2	7,7	2,4	3,1	3,5	2,4	2,9	4,0	2,1	5,0	3,1	17,4	12,9	13,9	15,3	nd	3,4
Bénéficiaires de la Complémentaire Santé Solidaire sans et avec participation financière (CSS) (C2S, C2SP) au 31 décembre 2020 (5)																				
Bénéficiaires de la CSS	668 294	232 110	221 279	241 500	20 757	534 729	849 857	1 265 588	332 892	532 665	731 248	287 346	626 100	6 544 365	114 329	84 432	85 200	384 173	0	7 212 498,9
Bénéficiaires de la CSS en % de la population totale	8,3	8,3	6,6	9,4	5,9	9,7	14,2	10,3	10,1	8,8	12,2	7,5	12,3	10,0	30,4	23,8	29,0	44,8	nd	10,7

(1) Les données portant sur les allocataires relevant des Caf sont établies selon le territoire de gestion des Caf et non selon le lieu de résidence Guadeloupe : y compris Saint-Barthélemy et Saint-Martin

(2) Population couverte par le RSA : l'allocataire, le conjoint et les personnes à charge. Hors "RSA jeunes" (à la charge de l'État). Attention rupture de série : à la suite d'une amélioration du système de production statistique de la Cnaf sur les bénéficiaires de prestations légales, les données à partir de 2016 ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

(3) Les données par département de résidence sont estimées pour les DOM. Les données départementales de la Haute-Corse et de la Corse du Sud correspondent au nombre d'allocataires au niveau régional divisé par 2.

(4) hors allocataires résidents à l'étranger et allocataires non ventilés par départements (ces derniers représentent 0,0001% de la population totale)

(5) À compter du 1er novembre 2019, la CMU-C est remplacée par la CSS (sans participation).

(6) Indicateurs sociaux départementaux

(7) Attention rupture de série : à la suite d'une amélioration du système de production statistique de la Cnaf sur les bénéficiaires de prestations légales, les données à partir de 2016 sur le RSA, l'AAH et le total des minima sociaux ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

(8) Les bénéficiaires du "RSA jeunes" sont intégrés aux effectifs du RSA non majoré.

Sources : DREES ; Régimes obligatoires Sécurité sociale : CNAM, CNDSSSTI, CCMSA, SLM, Régimes spéciaux, URSSAF ; MSA ; Cnaf ; Insee, estimations de population au 01/01/2021 (Résultats provisoires arrêtés fin 2020), estimations de population au 01/01/2020 (résultats provisoires arrêtés fin 2020) ; Pôle emploi ; Fichier national des Assedic ; RSI ; estimation DREES, FSV (Fonds solidarité Vieillesse) et enquête DREES auprès de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), du régime social des indépendants (RSI), de la MSA, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), de la société nationale des chemins de fer (SNCF), de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (CAVIMAC) pour la France métropolitaine ; estimation DREES, CNAV pour les DOM



Immigration - Intégration

Immigration et origines en 2018

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de personnes immigrées	775 321	197 305	125 673	187 360	33 590	508 601	336 439	2 413 739	150 801	385 586	532 612	156 645	550 136	6 353 808	nd	nd	nd	nd	91 990	nd
Pays de naissance des immigrés																				
Portugal	83 005	26 267	7 642	32 356	8 072	36 236	25 486	232 770	10 899	61 931	46 568	10 156	28 408	609 796	nd	nd	nd	nd	15	nd
Italie	60 003	12 019	2 455	4 155	4 159	42 060	13 930	57 731	3 148	10 279	21 912	3 329	50 390	285 570	nd	nd	nd	nd	15	nd
Espagne	31 347	6 423	2 706	6 250	700	12 393	7 177	45 491	3 023	33 204	67 747	3 488	24 611	244 560	nd	nd	nd	nd	86	nd
Autres pays de l'UE (à 27)	61 463	17 211	16 797	12 594	4 274	91 588	45 994	164 010	12 709	43 252	61 994	16 216	59 612	607 714	nd	nd	nd	nd	182	nd
Autres pays d'Europe	85 077	22 859	19 285	10 448	1 066	50 864	11 924	106 516	13 267	52 874	43 869	15 718	36 627	470 394	nd	nd	nd	nd	72	nd
Algérie	124 723	22 475	6 567	16 468	1 315	60 170	62 461	329 863	20 848	25 473	61 600	13 392	92 768	838 123	nd	nd	nd	nd	142	nd
Maroc	71 742	28 878	10 652	29 176	9 784	54 282	60 844	252 802	17 933	47 965	102 945	16 970	80 088	784 061	nd	nd	nd	nd	137	nd
Tunisie	42 113	5 808	2 967	4 995	2 073	9 770	9 253	127 449	5 363	6 418	12 115	6 468	55 795	290 587	nd	nd	nd	nd	23	nd
Autres pays d'Afrique	78 118	20 653	25 825	36 527	757	47 159	50 168	533 649	34 062	47 484	44 478	38 587	53 240	1 010 707	nd	nd	nd	nd	91 098	nd
Turquie	44 827	14 204	6 319	10 633	29	48 760	10 144	67 739	7 897	9 044	7 971	5 781	11 841	245 189	nd	nd	nd	nd	0	nd
Autres pays	92 903	20 508	24 458	23 758	1 361	55 319	39 058	495 719	21 652	47 662	61 413	26 540	56 756	967 107	nd	nd	nd	nd	220	nd
Part des femmes dans la population immigrée en %	51,8	51,3	50,3	50,9	46,0	51,6	48,9	51,8	49,5	51,8	51,8	50,2	51,8	102,3	61,7	61,5	52,8	62,7	56,8	51,5

Sources : Insee, RP2018 exploitation principale, géographie au 01/01/2021, RP 2018 exploitation complémentaire pour les Dom (RP 2017 pour Mayotte)

Immigration - Intégration

Activité et chômage de la population immigrée et étrangère (2)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Activité de la population âgée de 15 ans et plus en 2018																				
Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi	3 355 657	1 121 214	1 335 134	1 028 994	134 531	2 259 315	2 277 108	5 476 635	1 313 484	2 376 731	2 271 447	1 565 794	1 939 838	26 455 882	125 937	131 018	70 016	263 414	40 545	27 046 266
Immigrés	325 606	74 965	53 869	78 028	15 637	199 569	121 632	1 259 331	58 608	155 789	198 842	66 042	208 919	2 816 838	5 471	3 262	20 385	6 767	10 718	2 852 722
Non immigrés	3 030 051	1 046 249	1 281 265	950 966	118 893	2 059 746	2 155 475	4 217 305	1 254 877	2 220 942	2 072 605	1 499 752	1 730 919	23 639 044	120 466	127 756	49 631	256 648	29 827	24 193 544
Français	3 160 195	1 079 163	1 301 173	983 635	122 033	2 139 275	2 206 006	4 724 066	1 280 261	2 274 857	2 155 606	1 527 206	1 815 721	24 769 195	122 277	129 024	54 648	260 591	32 704	25 335 734
Étrangers	195 462	42 051	33 961	45 359	12 498	120 040	71 102	752 570	33 224	101 874	115 842	38 588	124 117	1 686 687	3 660	1 994	15 367	2 824	7 842	1 710 532
Taux de chômage de la population âgée de 15 ans et plus (1) en 2018	11,4	12,0	11,4	12,5	11,7	13,3	16,3	12,1	13,2	12,6	14,5	11,2	14,0	12,9	27,7	27,7	34,2	32,8	21,3	13,3
Immigrés	21,2	22,9	24,4	24,4	16,5	23,3	27,1	18,0	27,6	22,3	24,9	28,4	23,4	21,3	49,6	49,6	50,0	44,8	14,4	21,8
Non immigrés	10,2	11,1	10,7	11,3	11,1	12,2	15,5	10,2	12,4	11,8	13,4	10,2	12,7	11,7	24,5	24,5	24,4	32,4	6,9	12,2
Français	10,6	11,3	10,9	11,6	11,1	12,5	15,7	10,7	12,5	12,0	13,7	10,5	13,1	12,0	26,7	22,5	24,0	32,6	7,6	12,5
Étrangers	23,3	26,5	27,2	27,9	17,3	25,4	30,8	19,8	32,0	24,3	27,5	32,6	25,6	23,6	58,9	44,5	55,4	49,7	13,7	24,3

(1) au sens du recensement de la population
(2) Total France entière hors Mayotte

Source : Insee, RP 2018 exploitation principale (RP 2017 pour Mayotte)

Sources : INSEE, DREES, DGCS, CNAF, MSA, CNAV, FSV.

Pour en savoir plus :

L'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

Instituée en 1975, elle s'adresse aux personnes handicapées âgées de plus de 20 ans ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse ni à une pension d'invalidité ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80%, ou d'au moins 50% si la CDAPH (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

La prestation de compensation du handicap (PCH)

La prestation de compensation du handicap (PCH) a été introduite en 2006 et a vocation à se substituer à l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP). L'aide est octroyée en fonction des limitations fonctionnelles. L'article D.245-4 du CASF dispose : « A le droit, ou ouvre le droit à la prestation de compensation [...], la personne qui présente une difficulté absolue pour la réalisation d'une activité ou une difficulté grave pour la réalisation d'au moins deux activités telles que définies dans le référentiel figurant à l'annexe 2-5 [du code] ». Il s'agit d'une aide en nature, permettant de financer un ou plusieurs types de prises en charge : aides humaines, aides techniques, aménagements du logement et du véhicule, charges spécifiques ou exceptionnelles, aides animalières. Depuis 2008, la PCH est ouverte aux personnes de moins de 20 ans et elle peut se substituer au complément de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH).

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Mise en place en 2002, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est versée par les conseils départementaux aux personnes âgées de 60 ans ou plus qui sont évaluées comme dépendantes d'après la grille AGGIR (autonomie gérontologique groupes iso-ressources), qu'elles vivent à leur domicile ou qu'elles résident en établissement. Cette prestation permet de financer en partie les différentes aides (humaines et techniques) auxquelles ces personnes ont recours pour compenser leurs difficultés dans la réalisation des actes de la vie quotidienne.

La grille AGGIR permet une évaluation de la perte d'autonomie de la personne en repérant ce qu'elle fait et ce qu'elle ne fait pas seule. 'Seule' signifie que l'on exclut ce que font les aidants et les soignants ; en revanche, les aides matérielles et techniques (comme les lunettes, prothèses, fauteuil roulant, poche de colostomie...) sont prises en compte. Elle distingue six niveaux de GIR (Groupes iso-ressources) permettant de classer les personnes en fonction des différents stades de perte d'autonomie.

Aide complémentaire :

Les données individuelles sur l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et l'aide sociale à l'hébergement (ASH) | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Allocation personnalisée d'autonomie : les aides apportées aux personnes âgées | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution - Édition 2020 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

L'aide et l'action sociales en France - Perte d'autonomie, handicap, protection de l'enfance et insertion. Édition 2020 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶



Handicap - Dépendance

Allocataires AAH - APA - PCH - ACTP - Personnes prises en charge par des mandataires

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre d'allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31.12.2020 (1)	132 422	58 281	68 108	45 595	8 234	98 929	130 355	164 431	71 523	123 353	136 132	59 145	96 638	1 193 146	10 876	9 029	2 945	21 216	592	1 237 212
Part des allocataires AAH dans la population des 15 ans à 64 ans en % (2) (4)	3,0	3,9	3,8	3,3	4,3	3,2	3,9	2,3	4,0	3,8	4,2	2,8	3,5	3,3	5,3	4,6	1,9	4,3	0,5	3,3
Nombre de bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) au 31.12.2019	175 668	67 994	74 895	53 584	10 366	105 892	122 490	139 469	70 477	145 716	154 543	68 321	109 864	1 299 279	7 015	9 825	848	16 574	nd	1 333 541
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 60 ans et + (2)	8,3	8,0	7,6	7,1	9,9	7,0	8,3	5,6	7,4	7,8	8,8	6,5	7,3	7,5	6,7	9,1	3,1	10,5	nd	7,5
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et + (2)	22,8	22,0	21,1	19,3	25,8	20,3	25,6	16,4	21,2	21,0	23,9	18,2	18,9	20,8	20,4	26,5	14,0	37,8	nd	21,0
Part des bénéficiaires de l'APA à domicile classés en GIR 1 ou 2 parmi l'ensemble des bénéficiaires de l'APA à domicile (2)	16,3	15,3	19,3	21,8	25,5	21,5	22,7	23,9	21,3	17,1	20,5	13,8	16,5	19,4	17,6	19,1	29,4	25,7	nd	19,5
Prestation de Compensation du Handicap (PCH) & Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) au 31/12/2019 (3)																				
Nombre de bénéficiaires PCH + ACTP	50 409	19 536	19 404	15 406	3 568	32 628	38 024	51 448	17 328	34 370	37 659	22 714	30 035	372 529	3 433	3 458	718	5 358	nd	385 496
Nombre de bénéficiaires PCH + ACTP / 1 000 personnes sur la population générale (2)	6,3	7,0	5,8	6,0	10,3	5,9	6,4	4,2	5,2	5,7	6,3	5,9	5,9	5,7	9,0	9,6	2,5	6,3	nd	5,8
Nombre de personnes prises en charge par des mandataires individuels au 31.12.2020	8 070	4 318	2 315	3 552	3 568	8 025	4 248	16 207	4 066	12 362	14 554	4 971	8 289	94 545	228	234	0	305	0	95 312
Nombre de personnes prises en charge par des services mandataires au 31.12.2020	44 879	20 592	26 276	18 574	3 568	30 605	45 973	33 392	29 215	48 664	31 890	22 567	21 825	378 019	1 575	1 038	439	4 013	224	385 308
Nombre total de personnes prises en charge par des mandataires individuels et des services mandataires au 31.12.2020	52 949	24 910	28 591	22 126	3 568	38 630	50 221	49 599	33 281	61 026	46 444	27 538	30 114	468 996	1 803	1 272	439	5 358	224	478 092

(1) Pour les données Cnaf la répartition est faite selon le département de la caisse de gestion

(2) Indicateurs sociaux départementaux

(3) Un bénéficiaire de la PCH ou de l'ACTP est une personne ayant un droit ouvert à la prestation au 31 décembre de l'année considérée, que ce droit ait donné lieu à un paiement ou non.

Les données de certains départements étant manquantes, elles ont fait l'objet d'une estimation.
 (4) Attention rupture de série : à la suite d'une amélioration du système de production statistique de la Cnaf sur les bénéficiaires de prestations légales, les données à partir de 2016 sur le RSA, l'AAH et le total des minima sociaux ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

Sources : DREES, enquête aide sociale, ISD ; Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA ; Insee, estimations provisoires de population au 01/01/2020, au 01/01/2021 ; Cnav pour les Dom ; DGCS



Sources : DREES, INSEE, CGET, CNAF.

Pour en savoir plus :

L'aide sociale départementale

Les compétences des départements en matière d'aide sociale recouvrent l'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance et à l'insertion.

- L'aide sociale aux personnes âgées comprend : les dépenses relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), à l'aide à domicile (aides ménagères...), ainsi que les dépenses liées aux prises en charge d'hébergement ;
- L'aide sociale aux personnes handicapées recouvre les dépenses de prestation de compensation du handicap (PCH), d'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), d'aides à domicile (aides ménagères ou auxiliaires de vie...), ainsi que les aides à l'hébergement (accueil en établissement, accueil de jour et accueil familial) ;
- L'aide sociale à l'enfance tient compte des dépenses pour les enfants placés, y compris les frais inhérents à ce placement, et également des mesures d'aide éducative ;
- L'insertion comprend le versement du RSA ainsi que l'accompagnement des bénéficiaires de cette allocation et des contrats aidés (CUI-CIE et CUI-CAE).

La politique de la ville

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle se déploie sur des territoires infra-urbains appelés « quartiers prioritaires de la politique de la ville » (QPV), caractérisés par un écart de développement économique et social important avec le reste des agglomérations dans lesquels ils sont situés.

Aide complémentaire :

L'enquête Aide sociale auprès des conseils départementaux | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

L'aide et l'action sociales en France - Perte d'autonomie, handicap, protection de l'enfance et insertion - Édition 2020 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

En 2018, le nombre de mesures d'aide sociale à l'enfance augmente de 3,1 % et les dépenses associées de 2,1 % | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Aide sociale aux personnes âgées ou handicapées : les départements ont attribué 2 millions de prestations fin 2018 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Fin 2017, les départements ont attribué 2 millions de prestations d'aide sociale aux personnes âgées ou handicapées | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶



Cohésion sociale

Quartiers de la politique de la ville 2015 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de quartiers prioritaires	140	58	32	52	5	116	199	272	62	81	105	46	128	1 296	16	7	32	49	36	1 436
Population légale en quartier prioritaire	403 543	143 363	88 315	151 628	15 162	384 984	653 409	1 570 338	189 582	208 746	357 683	152 195	510 302	4 829 250	53 546	24 301	123 543	159 312	170 801	5 360 753
Population légale des communes	7 994 459	2 807 807	3 335 414	2 572 853	338 554	5 550 389	6 004 108	12 213 447	3 327 477	5 979 778	5 885 496	3 781 423	5 052 832	64 844 037	387 629	368 783	276 128	855 961	259 621	66 992 159
Part de la population résidant dans un quartier prioritaire en %	5,0	5,1	2,6	5,9	4,5	6,9	10,9	12,9	5,7	3,5	6,1	4,0	10,1	7,4	13,8	6,6	44,7	18,6	65,8	8,0

(1) Découpage géographique communal au 01/01/2020, découpage géographique des QPV au 14/09/2015

Sources : Insee, recensement de la population 2018 (RP 2017 pour Mayotte), recensements exhaustifs de 2017 à Mayotte



Cohésion sociale

Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Aide Sociale aux Personnes Agées au 31 décembre 2019 (1)	191 214	74 486	81 612	57 447	11 719	116 563	136 710	158 629	77 836	158 337	167 174	76 534	125 592	1 433 853	8 275	11 474	1 165	20 213	nd	1 474 980
Dont Aide à domicile (APA à domicile, aides ménagères)	104 291	38 885	35 881	27 371	8 492	59 383	79 344	86 040	42 799	84 882	102 134	28 248	71 347	769 097	6 615	8 482	744	17 549	nd	802 487
Dont Aide à l'accueil (APA en établissement, aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers)	86 923	35 601	45 731	30 076	3 227	57 180	57 366	72 589	35 037	73 455	65 040	48 286	54 245	664 756	1 660	2 992	421	2 664	nd	672 493
Aide Sociale aux Personnes Handicapées au 31 décembre 2019 (2)	72 321	28 397	31 192	22 909	4 113	47 967	53 830	76 940	26 582	52 892	52 869	33 099	40 489	543 600	3 794	3 720	800	8 278	nd	560 192
Dont Aide à domicile (PCH, ACTP à domicile, Aides ménagères)	50 894	19 553	21 758	15 259	3 698	33 111	38 398	51 626	17 719	35 762	39 757	23 898	31 513	382 946	3 429	3 291	691	6 415	nd	396 772
Dont Aide à l'accueil (ACTP en établissement, Aides à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers, accueil de jour)	21 427	8 844	9 434	7 650	415	14 856	15 432	25 314	8 863	17 130	13 112	9 201	8 976	160 654	365	429	109	1 863	nd	163 420
Aide Sociale à l'Enfance (Nombre de mineurs et jeunes majeurs) au 31 décembre 2019	21 029	9 297	9 947	7 416	578	17 693	25 268	28 496	12 706	18 814	17 102	9 768	11 556	189 670	1 216	1 363	997	2 768	nd	196 014
Dont Enfants confiés à l'ASE	19 502	8 635	9 547	6 986	491	16 211	23 255	26 668	11 835	17 026	15 861	9 014	10 418	175 449	939	1 117	853	2 241	nd	180 599
Dont Placements directs	1 527	662	400	430	87	1 482	2 013	1 828	871	1 788	1 241	754	1 138	14 221	277	246	144	527	nd	15 415

(1) Pour l'APA, ce sont des bénéficiaires payés au titre du mois de décembre qui sont comptabilisés alors que pour les autres prestations il s'agit du nombre de bénéficiaires (ayant des droits ouverts) au 31 décembre.

Totalise des mesures d'aides et non des individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide, en particulier l'APA et l'ASH.

(2) Il s'agit d'un nombre d'aides sociales et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

Source : DREES, enquête Aide sociale 2019

Cohésion sociale

Dépenses d'Aide Sociale Départementale (en milliers d'euros) pour l'année 2019

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes âgées (1) (2)	930 754	363 391	411 639	288 569	67 298	579 659	725 074	1 025 683	409 047	798 288	850 272	397 178	615 232	7 462 084	82 479	93 879	14 703	174 007	nd	7 827 152
Dont Dépenses brutes d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (3)	770 115	293 409	352 481	240 655	52 066	485 883	588 848	668 400	321 348	653 825	706 909	303 291	460 141	5 897 370	49 228	65 129	7 553	128 440	nd	6 147 719
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes handicapées (1) (2)	1 107 566	401 537	444 753	349 838	45 244	631 492	820 264	1 410 772	390 642	865 235	832 647	481 971	656 325	8 438 286	41 755	33 769	8 693	113 767	nd	8 636 270
Dont Dépenses brutes de PCH et d'ACTP (2)	298 841	88 948	115 291	79 175	26 738	180 615	244 221	397 273	107 612	245 153	279 783	124 027	234 685	2 422 363	25 810	26 520	4 559	43 333	nd	2 522 585
Dépenses brutes totales d'aide sociale à l'Enfance (1)	904 977	353 462	397 973	293 317	17 051	710 082	907 988	1 717 551	442 252	777 831	781 917	440 557	568 964	8 313 923	60 283	58 915	35 120	105 940	nd	8 574 181
Dont dépenses de placement ASE (4)	725 892	310 017	311 402	217 902	13 046	596 951	752 367	1 171 393	372 028	653 061	657 964	360 172	466 736	6 608 930	42 078	49 048	26 812	96 117	nd	6 822 984
Dépenses totales brutes d'allocations et d'insertion liées au RSA (1) (6)	985 873	366 454	370 785	382 021	42 724	934 862	1 419 084	2 129 917	522 192	931 583	1 205 785	437 022	1 065 244	10 793 545	272 784	208 448	5 181	725 746	nd	12 005 703
Dont dépenses d'allocations	912 014	344 419	341 014	352 896	36 410	862 146	1 336 250	2 011 216	493 745	855 014	1 113 935	397 559	930 637	9 987 255	262 524	203 895	2 144	712 293	nd	11 168 110
Dépenses totales brutes, y compris services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel (5)	4 334 813	1 654 250	1 825 808	1 441 049	186 052	3 129 608	4 261 721	6 911 528	1 943 972	3 679 210	4 069 846	1 937 776	3 178 893	38 554 527	473 699	405 707	72 597	1 197 050	nd	40 703 580
Dépenses totales nettes d'aide sociale, y compris les frais communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel	4 166 790	1 556 161	1 794 422	1 358 956	174 108	2 998 145	4 175 588	6 595 200	1 889 041	3 512 261	3 933 657	1 862 074	3 096 429	37 112 832	467 514	394 783	68 905	1 187 314	nd	39 231 349
Dépenses totales nettes d'aide sociale par habitant	515	559	532	531	498	543	699	535	572	582	657	485	608	569	1 244	1 113	234	1 384	nd	2 862

(1) Dépenses brutes : avant déduction des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations.

Dépenses nettes : dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA, du FMDI et de la TICPE.

Les dépenses d'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées sont, y compris au sein des dépenses brutes, nettes des récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et succession.(1) Dépenses brutes : avant déduction des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations.

Dépenses nettes : dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA, du FMDI et de la TICPE.

Les dépenses d'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées sont, y compris au sein des dépenses brutes, nettes des récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et succession.

(2) Les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes handicapées.

(3) Les dépenses totales brutes d'APA comprennent les dépenses brutes d'APA à domicile et en établissement ainsi que d'autres dépenses d'APA.

(4) Comprend les dépenses de placement en établissements, les dépenses de placement familial et les autres frais de placement

(5) Au sein de ces dépenses totales brutes, celles relatives à l'aide sociale à l'hébergement (ASH) des personnes âgées sont exprimées après récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et succession.

(6) À partir de 2019, l'article 81 de la loi de finances pour 2019 prévoit la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA), et de son financement, pour la collectivité territoriale unique de Guyane.

Source : DREES, Enquête Aide sociale 2019

Sources : DREES, FINESS, ARS, INSEE

Pour en savoir plus :

FINESS

Le répertoire FINESS (Fichier national des établissements sanitaires et sociaux) donne accès à une sélection d'informations sur les établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux et sur les établissements de formation aux professionnels de ces secteurs, actualisée au quotidien en fonction des modifications effectuées au niveau territorial (ARS, DR(D)JSCS). Il constitue la référence en matière d'inventaire de ces structures et des équipements soumis à autorisation préalable en application des dispositions du code de la santé publique ou du code de l'action sociale et des familles.

EHPAD

Un EHPAD est un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes dédié à l'accueil des personnes âgées de plus de 60 ans en situation de perte d'autonomie physique ou psychique et qui ne peuvent ou ne veulent plus être maintenues à domicile. C'est une structure médicalisée qui accueille en chambre individuelle ou collective et qui offre, en plus de l'aide à la vie quotidienne (lever, coucher, toilette, repas ...) et des soins médicaux personnalisés, les services tels que la restauration, la blanchisserie, les animations...

Le statut de l'EHPAD peut être public, privé à but lucratif ou privé associatif.

Résidence autonomie

Les résidences autonomie sont des ensembles de logements pour les personnes âgées associés à des services collectifs, souvent construites à proximité des commerces, des transports et des services. Elles sont majoritairement gérées par des structures publiques ou à but non lucratif.

USLD

Les unités de soins de longue durée dépendent des centres hospitaliers. Les USLD sont spécifiquement réservés aux personnes fortement dépendantes dont l'état de santé demande une surveillance médicale constante, des soins permanents et un suivi médical spécifique.

Centre de jour pour personnes âgées

Les centres de jour (Centres d'accueil de Jour - CAJ) accueillent à la journée (ou à la demi-journée) des personnes âgées dépendantes ou atteintes de la maladie d'Alzheimer avec l'objectif de maintenir l'autonomie et la socialisation. Ils leur permettent une poursuite de leur vie à domicile, de renouer les contacts sociaux mais aussi de soulager les aidants et les familles. Ils les font participer à des ateliers par petits groupes et à la vie communautaire.

Les centres de jour sont fréquemment adossés à un EHPAD.

SSIAD

Les SSIAD (services de soins infirmiers à domicile) interviennent à domicile pour dispenser des soins aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Ils contribuent au maintien des personnes à leur domicile. Leurs interventions sont prises en charge par l'Assurance maladie. Elles se font sur prescription médicale.

SPASAD

Les SPASAD (services polyvalents d'aide et de soins à domicile) sont des services assurant à la fois les missions d'un SSIAD (service de soins infirmiers à domicile) et celles d'un service d'aide à domicile. Ils proposent à la fois des soins infirmiers et des aides à domicile.

MAS

Les Maisons d'Accueil Spécialisées reçoivent des personnes adultes qu'un handicap intellectuel, moteur ou somatique grave, ou une association de handicaps intellectuels, moteurs ou sensoriels rendent incapables de se suffire à elles-mêmes dans les actes essentiels de l'existence et tributaires d'une surveillance médicale ainsi que de soins constants. La prise en charge de cet établissement se fait par la sécurité sociale.

FAM

Le Foyer d'Accueil Médicalisé est destiné à recevoir des personnes adultes handicapées physiques, mentales ou atteintes de handicaps associés, dont la dépendance totale ou partielle les rend inaptes à toute activité professionnelle et rend nécessaire l'assistance d'une tierce personne.

Ils assurent l'hébergement, la surveillance paramédicale, un suivi médical constant, et souvent une rééducation d'entretien et une animation. Cet établissement est soumis à la double tarification (sécurité sociale et conseil départemental).

EAM

Les établissements d'accueil médicalisé (EAM) accueillent des adultes en situation de handicap inaptes à toute activité à caractère professionnel. Les personnes accueillies ont besoin de l'assistance d'une tierce personne pour la plupart des actes essentiels de l'existence et d'une surveillance médicale et de soins constants. Ils remplacent les foyers d'accueil médicalisé (FAM).

Foyer de vie

Le foyer de vie (ou foyer occupationnel) est un établissement qui accueille des adultes handicapés ayant une certaine autonomie pour leur proposer des animations, des activités en fonction de leur handicap. Certaines structures peuvent également proposer un hébergement.

Foyer d'hébergement

Les foyers d'hébergement sont des structures d'accueil ayant pour objectif de placer la personne handicapée (adulte) dans une dynamique d'insertion sociale. Ils assurent l'hébergement et l'entretien des personnes handicapées qui exercent une activité pendant la journée, en milieu ordinaire, dans différents établissements. Ils sont souvent rattachés à un service d'aide par le travail (ESAT), à une Entreprise Adaptée ou un Centre d'Initiation au Travail et aux Loisirs (CITL). Selon les foyers, il peut s'agir de personnes handicapées physiques ou mentales. Ce service vient généralement en complément d'actions pour la réinsertion professionnelle, en milieu ordinaire ou protégé. Les foyers d'hébergement ne sont pas médicalisés : les personnes y bénéficient d'un accompagnement par une équipe de travailleurs sociaux.

Foyer d'accueil polyvalent

Les foyers d'accueil polyvalent sont une catégorie d'établissements permettant de comptabiliser les foyers d'hébergement proposant aux adultes handicapés à la fois de l'internat, des activités occupationnelles et de la prise en charge médicalisée.

EANM

Les établissements d'Accueil Non Médicalisé pour personnes handicapées (EANM) remplacent les foyers de vie, les foyers d'hébergement et les foyers d'accueil polyvalents pour adultes handicapés dans la nouvelle nomenclature Finess.

Établissement d'accueil temporaire

L'accueil temporaire permet d'être accueilli dans un établissement pour une durée limitée avec ou sans hébergement.



CRP

Les Centres de Rééducation Professionnelle (CRP) proposent des stages de rééducation professionnelle permettant aux personnes handicapées de suivre une formation qualifiante avec la possibilité d'être rémunérées.

L'objectif des Centres de Rééducation Professionnelle (CRP) est d'entraîner ou de ré-entraîner la personne au travail, en vue d'une insertion ou d'une réinsertion professionnelle.

Les Centres de Rééducation Professionnelle (CRP) sont des établissements médico-sociaux gérés par des organismes publics ou privés. Les frais de formation sont pris en charge par l'assurance maladie.

La durée des actions de formation est de 10 à 30 mois.

CPO

Un centre de pré-orientation contribue à l'orientation professionnelle des personnes en situation de handicap qui rencontrent des difficultés d'insertion dans le milieu du travail. Il propose des stages pour affiner un projet professionnel et faciliter l'insertion professionnelle.

UÉROS

L'UÉROS est une Unité d'évaluation, de réentraînement et d'orientation sociale ou professionnelle pour personnes cérébro-lésées.

ESAT

Les Établissements ou Services d'Aide par le Travail sont des établissements médico-sociaux.

Ils permettent aux travailleurs handicapés d'exercer une activité professionnelle adaptée à leurs capacités personnelles et de développer ainsi leur potentiel.

Pour être accueilli en ESAT, il faut une orientation professionnelle vers le milieu protégé par la CDAPH.

SAVS

Les Services d'Accompagnement à la Vie Sociale ont pour vocation de contribuer à la réalisation du projet de vie de personnes adultes handicapées par un accompagnement adapté favorisant le maintien ou la restauration de leurs liens familiaux, sociaux, scolaires, universitaires ou professionnels.

Ces services prennent en charge des personnes adultes, y compris celles ayant la qualité de travailleur handicapé, dont les déficiences et incapacités rendent nécessaires, dans des proportions adaptées aux besoins de chaque usager :

- Un accompagnement pour tout ou partie des actes essentiels de l'existence
- Un accompagnement social en milieu ouvert et un apprentissage à l'autonomie.

Les SAVS accompagnent des personnes handicapées sur décision de la CDAPH.

SAMSAH

Le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés est un accompagnement médico-social adapté comportant des prestations de soins. Il accompagne les adultes handicapés dans leur projet de vie tout en favorisant les liens familiaux, sociaux, scolaires, professionnels.

Ce service prend en charge des adultes handicapés qui ont besoin d' :

- Une assistance ou un accompagnement pour tout ou partie des actes essentiels de l'existence
- Un accompagnement social en milieu ouvert et un apprentissage à l'autonomie

et également dans des proportions adaptées aux besoins de chaque usager :

- De soins réguliers et coordonnés
- Un accompagnement médical et paramédical en milieu ouvert.

Les SAMSAH accompagnent des personnes handicapées sur décision de la CDAPH.

IME

Les Instituts Médico Éducatifs accueillent les enfants atteints de déficiences intellectuelles qui ont en général entre 3 et 20 ans. Ils regroupent les anciens IMP (instituts médico-pédagogiques) et les anciens IMPRO (instituts médico professionnels). Les enfants sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

Établissement pour enfants ou adolescents polyhandicapés

Les Établissements et services pour enfants et adolescents polyhandicapés accueillent et accompagnent des enfants qui souffrent d'un polyhandicap (association d'une déficience mentale grave à une déficience motrice importante) entraînant une réduction notable de leur autonomie. L'accueil se fait le plus souvent en internat ou en semi-internat. Le financement de ces établissements se fait par le biais du prix de journée et est pris en charge par l'Assurance Maladie.

ITEP

Les Instituts Thérapeutiques Éducatifs et Pédagogiques accueillent des enfants ou adolescents présentant des troubles de la conduite et du comportement qui ont entre 6 et 18 ans. Les ITEP remplacent les instituts de rééducation (IR).

Les enfants sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

IEM

Les Instituts d'Éducation Motrice accueillent des enfants présentant une déficience motrice ou physique importante. Les enfants qui ont en général entre 3 et 20 ans sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

Jardin d'enfants spécialisé

Accueil d'enfants handicapés de 2 à 6 ans, présentant une déficience intellectuelle avec ou sans troubles associés. Les JES proposent un accueil sur mesure pour une éducation précoce. Ils développent les dimensions d'observation, de diagnostic, de dépistage, d'affinement des indications et d'orientation et visent l'épanouissement de la personnalité. Les JES permettent de développer les potentiels affectif, physique, intellectuel et relationnel, ainsi que les compétences de la personne handicapée mentale. Ils mènent des actions éducatives visant l'éveil sensori-moteur, la communication et le maximum d'autonomie possible. Ils apportent des soins médicaux et paramédicaux adaptés. Ce travail est effectué en partenariat avec l'Éducation nationale, les services de soins, l'entourage de l'enfant handicapé...

Établissement pour jeunes déficients sensoriels

Établissements pour déficients auditifs : les enfants accueillis par ces établissements, âgés de 3 à 20 ans sauf prolongation après cet âge par dérogation pour finir un cursus pédagogique ou au titre de « l'amendement Creton » en raison du manque de place en établissement pour adultes handicapés, sont atteints de déficiences auditives et reçoivent au sein de l'établissement des soins et une éducation spécialisée ou professionnelle.

Instituts pour déficients visuels : ces établissements accueillent des enfants et des adolescents déficients visuels âgés généralement de 3 à 20 ans sauf prolongation après cet âge par dérogation pour finir un cursus pédagogique ou au titre de « l'amendement Creton » en raison du manque de place en établissement pour adultes handicapés.

Instituts d'éducation sensorielle pour enfants sourds ou aveugles : ils ont pour but de fournir des soins et une éducation spécialisée ou professionnelle à des enfants déficients visuels ou déficients auditifs (il s'agit soit d'instituts d'éducation sensorielle pour enfants déficients auditifs ou pour enfants déficients visuels ayant une section pour enfants sourds et aveugles, soit d'un établissement de soins et d'éducation spécialisée pour enfants sourds et/ou aveugles).



SESSAD

Le Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile apporte un soutien spécialisé aux enfants et adolescents dans leurs différents lieux de vie et d'activités (domicile, crèche, école,...) et/ ou dans les locaux du service. Les enfants sont admis sur décision de la CDAPH. Les prestations sont prises en charge par la Sécurité sociale.

Son équipe pluridisciplinaire met en œuvre une prise en charge précoce de l'enfant et l'accompagnement des familles ; puis elle favorise le soutien à la scolarité de l'enfant et l'acquisition de l'autonomie.

Selon leur spécialité et selon l'âge des enfants, un SESSAD peut s'appeler différemment : SAFEP, SSEFIS, SAAAIS ou SSAD.

LVA

Un lieu de vie et d'accueil (L.V.A.) est une structure sociale ou médico-sociale de petite taille assurant un accueil et un accompagnement personnalisé en petit effectif, d'enfants, d'adolescents et d'adultes, en situation familiale, sociale ou psychologique problématique. Les lieux de vie et d'accueil (L.V.A) occupent une position à la limite des établissements médico-sociaux et des accueils familiaux. Ils sont une alternative pour des personnes pour lesquelles un accompagnement professionnel et fortement personnalisé est préconisé. Les LVA sont particulièrement sollicités pour des enfants, adolescents ou adultes pour lesquels les caractéristiques institutionnelles des établissements sociaux et médico-sociaux ne sont pas indiquées.

CMPP

Les Centres Médico-Psycho-Pédagogiques (CMPP) sont des services médico-sociaux assurant des consultations, des diagnostics et des soins ambulatoires pour des enfants et adolescents de 0 à 20 ans. Les CMPP sont fréquemment consultés en première intention dans le cadre de troubles psychiques, avec des manifestations symptomatologiques, comportementales ou instrumentales variées et pour lesquels il est difficile de faire un lien avec la gravité de la pathologie sous-jacente.

CAMSP

Le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce est un lieu de prévention, de dépistage et de prise en charge d'enfants de la naissance à 6 ans par une équipe pluridisciplinaire médicale, paramédicale et éducative.

Ses missions permettent :

- un suivi en consultation médicale de dépistage (pour les enfants prématurés, les inquiétudes neurologiques...)
- la rééducation d'enfants présentant des handicaps moteurs, sensoriels, mentaux, psychiques...

Aucune orientation par la CDAPH n'est nécessaire pour accéder aux consultations.

CDAPH

La Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées a été créée par la loi du 11 février 2005.

Elle succède ainsi à la CDES et à la COTOREP depuis le 1er janvier 2006 et siège au sein des MDPH. Elle prend les décisions relatives à l'ensemble des droits de la personne handicapée, notamment en matière d'attribution de prestations et d'orientation.

Aide complémentaire :

FINESS : Accueil (sante.gouv.fr)

L'offre d'accueil des personnes handicapées dans les établissements et services médico-sociaux fin 2018 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

Infographie : L'hébergement des personnes âgées en établissement - Les chiffres clés | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

728 000 résidents en établissements d'hébergement pour personnes âgées en 2015 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

L'accueil des personnes âgées en établissement : entre progression et diversification de l'offre | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

L'enquête auprès des établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA) | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)



Établissements et services médico-sociaux

Capacité d'accueil pour les personnes âgées selon la catégorie d'établissement

Établissements publics ou privés et services, places installées au 31.12.2020

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)																				
Nombre d'établissements	944	421	511	313	29	616	590	710	381	921	823	579	596	7 434	21	24	4	20	0	7 503
Nombre total de places installées	77 622	33 540	41 403	29 500	1 935	52 071	47 465	65 454	34 193	71 590	60 416	47 191	46 462	608 842	1 324	1 653	199	1 455	0	613 473
Dont places en accueil temporaire (1)	1 476	713	1 004	545	44	1 165	1 178	1 451	777	1 607	1 215	1 591	590	13 356	47	40	0	18	0	13 461
Dont places en accueil de jour (5)	1 260	687	699	372	6	1 198	1 094	1 637	793	1 348	1 096	651	896	11 737	74	32	0	68	0	11 911
Résidence autonomie																				
Nombre d'établissements	289	83	85	87	0	201	220	431	230	257	115	169	119	2 286	2	2	2	0	0	2 292
Nombre total de places installées	13 490	4 519	3 774	4 067	0	11 402	11 556	26 306	12 452	11 529	5 104	8 482	7 227	119 908	139	62	86	0	0	120 195
Dont places en accueil temporaire (1)	57	20	69	42	0	26	123	18	6	60	68	198	35	722	0	0	0	0	0	722
Dont places en accueil de jour (5)	0	0	0	1	0	0	0	4	6	3	40	2	0	56	0	0	0	0	0	56
Unités de soins de longue durée (USLD) (3)																				
Nombre d'USLD	76	29	37	23	6	70	53	53	25	63	65	40	43	583	3	3	1	2	0	592
Nombre de lits	3 878	1 323	1 733	1 359	190	2 882	3 039	4 062	1 552	3 321	3 236	1 771	1 819	30 165	165	138	30	82	0	30 580
Centre de jour pour personnes âgées																				
Nombre d'établissements	45	13	18	13	2	23	20	50	3	20	38	19	22	286	2	5	1	0	0	294
Nombre total de places installées	480	160	171	201	27	321	240	706	30	311	492	220	304	3 663	22	64	0	0	0	3 749
Dont places en accueil temporaire	384	32	30	201	27	106	99	91	22	141	480	220	249	2 082	12	0	0	0	0	2 094
Autres établissement pour personnes âgées (2)																				
Nombre d'établissements	37	22	8	14	1	19	8	26	13	26	56	33	20	283	1	6	0	6	0	296
Nombre total de places installées	846	597	190	209	24	395	175	538	229	734	828	573	692	6 030	18	86	0	170	0	6 304
Dont places en accueil temporaire (1)	194	128	51	126	0	9	20	107	2	125	61	157	42	1 022	0	0	0	0	0	1 022
Dont places en accueil de jour (5)	2	0	0	0	0	0	0	0	0	67	15	0	0	84	0	0	0	0	0	84
Services de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées (SSIAD + SPASAD)																				
Nombre de services (4)	293	148	107	102	9	179	195	198	124	200	257	111	172	2 095	17	11	1	4	1	2 129
Nombre de places	13 172	6 614	6 709	5 685	566	9 977	13 586	18 300	6 689	14 267	12 752	6 964	10 009	125 290	709	468	116	539	40	127 162

(1) Y compris accueil de jour

(2) Y compris Établissements expérimentaux pour personnes âgées

(3) Source SAE - Activité réalisée : Soins de longue durée (SLD)

(4) Services autonomes et services rattachés à un établissement (y compris les équipes mobiles Alzheimer)

(5) Y compris accueil temporaire

Sources : DREES, Finess, SAE



Établissements et services médico-sociaux

Accueil des personnes âgées

Taux d'équipement au 31.12.2020 en nombre de places pour 1 000 habitants de 75 ans et plus

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Taux d'équipement en places dans les EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus	99,7	108,0	115,7	105,8	47,2	100,5	98,9	76,6	102,0	102,3	92,2	124,1	78,6	96,9	37,1	43,2	30,8	32,0	0,0	95,7
Taux d'équipement en places dans les structures non EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (places en non EHPAD, logements de résidences-autonomie, places USLD)	23,4	20,7	15,9	20,2	5,2	28,3	30,8	36,2	42,4	22,3	14,0	28,5	16,5	24,9	9,0	7,5	18,0	5,5	0,0	24,5
Taux d'équipement en places dans les centres de jour pour personnes âgées pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus	0,6	0,5	0,5	0,7	0,7	0,6	0,5	0,8	0,1	0,4	0,8	0,6	0,5	0,6	0,6	1,7	0,0	0,0	0,0	0,6
Taux d'équipement en places dans les services de soins infirmiers à domicile pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (SSIAD + SPASAD)	16,9	21,3	18,7	20,4	13,8	19,3	28,3	21,4	19,9	20,4	19,5	18,3	16,9	19,9	19,9	12,2	18,0	11,8	15,3	19,8

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour les USLD

Sources : DREES, Finess, ISD ; Insee, estimation de population 2021

Établissements et services médico-sociaux

Places installées selon le type d'accueil des personnes âgées toutes catégories de structures

Établissements publics ou privés, services, places installées au 31.12.2020

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Places en accueil temporaire (1)	2 111	893	1 154	914	71	1 306	1 420	1 667	807	1 933	1 824	2 132	916	17 148	71	40	0	18	0	17 544
Places en accueil de jour (2)	1 742	847	870	574	33	1 519	1 333	2 347	829	1 729	1 643	867	1 200	15 533	88	96	0	68	0	16 111
Places en accueil de nuit (2)	15	0	21	2	0	3	7	12	8	11	0	5	0	84	0	0	0	0	0	84

(1) On compte l'ensemble des places d'accueil temporaire quelque soit la catégorie d'établissement

(2) On compte l'ensemble des places d'accueil de jour ou de nuit dans les établissements et services pour personnes âgées
Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour les USLD

Source : DREES, Finess

Capacité d'accueil pour adultes handicapés selon la catégorie d'établissement

Nombre d'établissements et de services - Places installées par catégorie d'établissement au 31.12.2020 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts- de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Maison d'accueil spécialisée (M.A.S.)																				
Nombre d'établissements	65	31	28	30	6	74	65	106	45	72	86	46	51	705	7	4	2	4	1	723
Nombre total de places installées	2 782	1 279	1 293	928	114	3 284	3 066	4 166	1 765	3 079	3 758	1 990	2 087	29 591	244	157	102	223	10	30 327
Dont places en accueil temporaire (5)	65	31	32	52	4	138	114	153	43	93	99	100	65	989	10	3	0	18	0	1 020
Dont places en accueil de jour (7)	148	75	43	74	0	298	248	514	120	190	180	96	145	2 131	30	15	12	27	0	2 215
Foyer d'accueil médicalisé (F.A.M.) (2) et Établissement d'accueil médicalisé en tout ou partie pour personnes handicapées (E.A.M.)																				
Nombre d'établissements	150	50	77	60	5	90	78	144	49	91	91	67	75	1 027	2	3	0	7	0	1 039
Nombre total de places installées	4 594	1 637	1 681	1 650	134	2 317	2 381	5 173	1 338	2 940	2 690	1 840	1 944	30 319	40	134	0	369	0	30 862
Dont places en accueil temporaire (5)	135	40	66	42	4	58	73	152	27	81	39	56	58	831	0	2	0	8	0	841
Dont places en accueil de jour (7)	264	83	88	56	4	3 496	216	686	59	127	148	51	105	5 383	40	10	0	46	0	5 479
Foyer de vie (inclut les foyers occupationnels), Foyer d'hébergement, Foyer d'accueil polyvalent (3), Établissement d'accueil non médicalisé pour personnes handicapées (E.A.N.M.)																				
Nombre d'établissements	473	188	193	150	5	254	338	327	172	304	255	284	179	3 122	12	4	1	19	0	3 158
Nombre total de places installées	14 129	5 464	5 931	4 219	107	7 928	9 830	9 996	6 154	9 769	9 306	6 063	5 934	94 830	295	93	44	543	0	95 805
Dont places en accueil temporaire (5)	373	79	188	56	6	232	192	226	55	164	163	166	184	2 084	0	0	0	3	0	2 087
Dont places en accueil de jour (7)	2 533	865	661	599	6	1 047	1 657	2 442	1 410	1 221	750	985	839	15 015	116	40	44	266	0	15 481
Établissement d'accueil temporaire																				
Nombre d'établissements	22	1	7	0	3	1	12	3	3	0	6	3	0	61	0	0	0	0	0	61
Nombre total de places installées	202	12	65	0	36	10	159	56	57	0	68	30	0	695	0	0	0	0	0	695
Dont places en accueil de jour (7)	10	0	0	0	36	0	0	0	30	0	25	0	0	101	0	0	0	0	0	101
Établissement expérimental (6)																				
Nombre d'établissements	16	11	4	7	0	9	17	23	24	11	18	11	3	154	0	2	5	0	0	161
Nombre total de places installées	618	29	0	131	0	218	389	425	236	238	299	122	49	2 754	0	30	55	0	0	2 839
Dont places en accueil temporaire (5)	5	0	0	0	0	0	0	0	43	0	31	0	0	79	0	0	0	0	0	79
Dont places en accueil de jour (7)	75	6	0	0	0	0	48	127	0	34	16	0	0	306	0	30	0	0	0	336
Centre de rééducation professionnelle (CRP), Centre de préorientation (CPO), Unités Évaluation Réentraînement et d'orientation sociale et professionnelle (UEROS)																				
Nombre de structures	17	8	12	7	2	15	7	25	9	14	17	11	17	161	2	3	0	0	1	167
Nombre total de places installées	1 258	168	411	317	15	924	678	2 900	500	1 457	1 180	403	781	10 992	40	59	0	0	0	11 091
Établissements et services de travail protégé																				
Établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T.)																				
Nombre d'établissements	198	72	88	80	5	148	129	193	82	154	136	92	96	1 473	7	8	2	11	0	1 501
Nombre total de places installées	13 574	5 794	6 433	4 941	422	11 524	13 607	16 767	7 231	11 516	10 365	6 625	7 424	116 223	579	509	178	979	0	118 468
Services d'accompagnement à la vie sociale, médico social pour adultes handicapés (SAVS et SAMSAH)																				
Nombre de services (4)	199	99	99	76	8	119	130	158	93	155	143	113	109	1 501	7	1	4	16	1	1 530
Nombre de places	7 059	3 640	4 657	2 095	131	3 953	4 241	6 099	3 341	5 891	5 577	3 075	3 137	52 896	1 297	25	150	539	0	54 907
Service de soins infirmiers à domicile pour adultes handicapés (SSIAD+SPASSAD)																				
Nombre de services (4)	177	121	58	59	6	98	105	114	46	80	106	57	46	1 073	11	4	1	1	1	1 091
Nombre de places	808	450	415	390	104	660	935	989	201	538	476	330	483	6 779	45	51	15	8	17	6 915

(1) On compte la capacité totale des établissements indépendamment de la spécificité des places

(2) Les établissements classés en catégorie FAM sont ceux qui disposent de lits d'accueil médicalisés, même si d'autres types de lits y sont présents

(3) La catégorie « foyer d'accueil polyvalent » a été créée dans FINESS dans le but d'attribuer un seul numéro FINESS aux foyers d'hébergement qui proposent simultanément de l'hébergement ouvert et de l'accueil en foyer de vie (et de permettre ainsi que les diverses activités d'un même établissement ne fassent pas l'objet d'immatriculations distinctes)

(4) Services autonomes et services rattachés à un établissement

(5) Y compris accueil de jour

(6) 56 places en catégorie 370 (établissement expérimental pour personnes handicapées)

(7) Hors accueil temporaire

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : DREES, Finess

Établissements et services médico-sociaux

Accueil des adultes handicapés

Taux d'équipement au 31.12.2020 par catégorie d'établissement : places pour 1 000 habitants de 20 à 59 ans

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Taux d'équipement en établissements d'hébergement pour adultes handicapés																				
Taux d'équipement en places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés	0,7	1,0	1,0	0,7	0,8	1,2	2,1	0,7	1,1	1,1	1,3	1,0	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	0,5	0,1	1,0
Taux d'équipement en places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés	1,3	1,1	1,1	1,5	0,8	0,9	0,6	0,9	1,0	1,0	0,9	1,0	0,9	1,0	0,2	0,8	0,0	1,2	0,0	1,0
Taux d'équipement en places dans les foyers de vie (inclut les foyers occupationnels)	2,3	3,2	3,1	2,5	0,3	1,7	1,9	1,4	2,5	2,9	2,2	2,6	1,7	2,1	1,5	0,4	0,3	1,2	0,0	2,1
Taux d'équipement en places dans les Établissements et Service d'Aide par le Travail (ESAT)	3,4	4,4	4,1	4,1	2,5	4,2	4,6	2,5	4,6	4,0	3,6	3,6	3,1	3,6	3,2	3,0	1,2	2,2	0,0	3,6

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, Finess ; Insee, estimation de population 2021

Établissements et services médico-sociaux

Places installées selon le type d'accueil des adultes handicapés toutes catégories de structures

Places installées au 31.12.2020

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Places en accueil temporaire hors accueil de jour (1)	345	120	162	105	0	339	263	266	113	237	231	311	174	2 666	10	0	0	1	0	2 677
Places en accueil de jour (2)	3 478	1 070	895	1 179	46	2 104	2 512	12 248	1 671	2 642	2 104	1 155	1 295	32 399	181	95	56	339	0	33 070
Places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés (1)	2 889	1 327	1 635	831	144	3 175	6 292	4 646	1 795	3 036	3 720	1 868	1 911	33 269	201	187	157	223	10	34 047
Places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (1)	5 114	1 420	1 718	1 757	130	2 366	1 830	5 704	1 585	2 730	2 718	1 774	2 203	31 049	40	134	0	548	0	31 771
Places d'accueil en foyer de vie (3)	9 095	4 200	4 984	3 022	52	4 765	5 611	9 508	3 960	8 163	6 249	4 705	4 021	68 335	266	65	44	532	0	69 242
Places d'accompagnement à la vie sociale ou d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (1)	10 747	4 220	6 512	3 061	134	4 378	4 241	12 926	3 906	8 226	7 035	4 183	4 319	73 888	1 297	55	150	1 233	0	76 623

(1) On compte l'ensemble des places de la discipline quelle que soit la catégorie d'établissement

(2) On compte l'ensemble des places d'accueil de jour dans les établissements et services pour adultes handicapés

(3) On compte l'ensemble des places de la discipline quelques soient la catégorie d'établissement et le mode d'accueil (complet ou de jour)

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : DREES, Finess



Établissements et services médico-sociaux

Accueil des adultes et services handicapés

Places installées au 31.12.2020 par catégorie de clientèle en établissement toutes catégories de structures du tableau 20 confondues (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Déficiences intellectuelles	17 396	7 897	6 373	4 528	0	8 811	14 699	18 938	5 141	13 212	6 293	4 461	7 890	115 639	215	40	144	973	0	117 011
Polyhandicaps	2 064	639	330	646	88	1 117	2 514	2 678	965	2 371	1 511	630	735	16 288	29	10	93	259	10	16 689
Déficiences psychiques	4 995	1 428	1 778	737	62	1 675	1 720	5 870	938	3 049	1 242	1 450	1 362	26 306	116	179	55	102	0	26 758
Déficiences motrices	2 766	798	874	793	15	1 426	2 222	2 175	599	1 620	1 088	798	1 399	16 573	0	0	70	20	0	16 663
Déficiences sensorielles	665	49	504	150	0	338	293	912	121	741	277	99	372	4 521	0	25	80	150	0	4 776
Autres déficiences ou tous types de déficiences	11 182	5 199	8 634	5 744	711	13 827	9 270	11 791	10 388	10 702	18 894	10 584	7 914	124 840	2 073	725	87	1 113	0	128 838

(1) Hors EANM, foyers d'hébergement dont la quasi-totalité des occupants sont travailleurs d'ESAT
Y compris SAMSAH SAVS, hors SSIAD SPASAD
Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source: DREES, Finess



Établissements et services médico-sociaux Capacité d'accueil pour enfants et adolescents handicapés selon la catégorie d'établissement

Nombre d'établissements et de services - Places installées par catégorie d'établissement au 31.12.2020 - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de- France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropoli- taine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Instituts médico-éducatifs (I.M.E.)																				
Nombre d'établissements	152	76	63	65	5	116	128	191	84	110	130	69	94	1 283	10	11	3	17	2	1 326
Nombre total de places installées	7 409	3 866	3 708	3 200	229	7 257	8 956	9 785	4 680	5 986	5 390	3 476	4 224	68 166	569	500	201	1 043	162	70 641
Dont places en accueil temporaire (1)	95	12	26	34	2	37	74	17	16	5	26	70	70	484	45	0	16	15	0	560
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	3 659	1 980	2 143	1 405	78	4 895	5 582	7 810	2 791	3 425	3 306	2 346	2 680	42 100	569	500	185	923	162	44 439
Établissements pour enfants ou adolescents polyhandicapés																				
Nombre d'établissements	19	14	12	10	0	20	6	34	9	17	13	9	24	187	1	1	0	4	3	196
Nombre total de places installées	608	298	248	228	0	554	260	1 228	228	508	512	199	630	5 501	30	36	0	170	65	5 802
Dont places en accueil temporaire (1)	17	4	0	21	0	15	7	35	2	10	14	7	21	153	0	0	0	13	0	166
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	260	175	137	112	0	251	60	750	156	209	310	111	329	2 860	30	20	0	103	10	3 023
Instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (I.T.E.P.)																				
Nombre d'établissements	85	25	20	23	2	55	35	31	34	62	60	27	31	490	1	1	1	2	1	496
Nombre total de places installées	2 901	928	919	928	36	1 392	1 007	1 396	1 040	2 156	2 417	1 014	726	16 860	20	39	16	62	24	17 021
Dont places en accueil temporaire (1)	5	0	0	10	0	10	13	7	0	2	6	9	13	75	0	0	0	0	0	75
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	590	157	311	337	22	551	280	438	394	1 010	1 184	264	256	5 794	0	0	10	26	24	5 854
Instituts d'éducation motrice (I.E.M.)																				
Nombre d'établissements	19	3	5	5	1	11	25	22	10	14	11	11	3	140	0	0	1	4	0	145
Nombre total de places installées	848	199	247	233	35	876	1 318	1 442	371	728	536	337	284	7 454	0	0	15	101	0	7 570
Dont places en accueil temporaire (1)	21	0	1	0	0	7	0	29	5	15	4	0	0	82	0	0	0	0	0	82
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	291	29	87	118	15	325	789	858	184	354	250	201	73	3 574	0	0	15	84	0	3 673
Jardins d'enfants spécialisés																				
Nombre d'établissements	0	0	0	5	0	0	0	0	0	1	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6
Nombre total de places installées	0	0	0	90	0	0	0	0	0	50	0	0	0	140	0	0	0	0	0	140
Dont places en accueil temporaire (1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	0	0	0	90	0	0	0	0	0	50	0	0	0	140	0	0	0	0	0	140
Établissements pour jeunes déficients sensoriels (2)																				
Nombre d'établissements	15	3	8	5	1	15	8	18	7	8	11	6	8	113	2	2	0	3	0	120
Nombre total de places installées	675	194	473	232	28	722	847	1 327	505	581	745	303	380	7 012	50	40	0	175	0	7 277
Dont places en accueil temporaire (1)	11	0	0	0	0	1	0	2	0	0	7	0	0	21	0	0	0	0	0	21
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	167	28	214	102	28	372	352	880	181	197	355	163	265	3 304	35	36	0	136	0	3 511
Établissements expérimentaux																				
Nombre d'établissements	8	3	0	2	0	20	8	3	14	9	9	1	6	83	3	1	2	0	1	90
Nombre total de places installées (6)	125	95	0	34	0	119	34	80	81	125	75	20	75	863	77	52	0	0	0	992
Dont places en accueil temporaire (1)	7	0	0	24	0	6	10	0	0	0	15	0	0	62	0	0	0	0	0	62
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	20	0	0	10	0	30	8	19	18	55	0	0	38	198	10	0	0	0	0	208
Foyers d'hébergement pour enfants et adolescents handicapés																				
Nombre d'établissements	2	0	0	5	0	0	3	1	0	2	0	1	3	17	0	0	0	0	0	17
Nombre total de places installées	8	0	0	50	0	0	10	12	0	35	0	21	45	181	0	0	0	0	0	181
Établissements d'accueil temporaire																				
Nombre d'établissements	5	0	15	0	0	0	1	3	0	2	2	3	1	32	0	1	0	0	0	33
Nombre total de places installées	74	0	15	0	0	0	8	25	0	56	22	35	7	242	0	14	0	0	0	256
Services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) (3)																				
Nombre d'établissements	213	76	65	58	15	161	188	210	87	201	180	125	114	1 693	12	6	10	15	2	1 738
Nombre total de places installées	6 613	2 574	2 207	1 756	353	4 406	5 326	8 124	2 788	5 058	4 491	4 110	3 402	51 208	603	447	470	843	196	53 767
Centres Médico-Psycho-Pédagogique (CMPP) (4)																				
Nombre d'établissements	32	30	20	15	2	28	41	101	31	63	60	7	38	468	3	3	2	4	0	480
Centres Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) (4)																				
Nombre d'établissements	51	31	18	21	2	32	33	34	25	26	24	12	29	338	3	1	2	7	3	354
Taux d'équipement en places dans les établissements pour enfants handicapés (hors SES-SAD, CMPP, CAMSP, jardins d'enfants spécialisés et places d'accueil temporaire) pour 1 000 habitants de moins de 20 ans (5)																				
	6,4	8,9	7,2	8,1	4,6	8,6	8,1	4,8	8,9	7,8	7,2	5,7	5,5	6,8	7,8	8,9	1,8	6,0	1,6	6,7
Taux d'équipement en places dans les SESSAD pour 1 000 habitants de - 20 ans (5)																				
	3,4	4,1	2,9	2,9	5,0	3,5	3,5	2,6	3,6	3,9	3,4	4,4	3,0	3,3	6,7	6,0	3,9	3,3	1,3	3,3

(1) Y compris accueil de jour

(2) Rassemble trois types d'établissements : ceux pour déficients visuels, pour déficients auditifs, et pour déficients auditifs et visuels

(3) Services autonomes et services rattachés à un établissement

(4) Les capacités ne sont pas mentionnées car ces structures fonctionnent en files actives)

(5) Y compris accueil temporaire

(6) pour l'établissement expérimental du Nord, il s'agit d'une Equipe mobile expérimentale (enregistrée sous le code catégorie 377) ce qui explique l'absence de place. Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, Finess ; Insee, estimation de population 2021

Établissements et services médico-sociaux

Accueil des enfants et des adolescents handicapés

Places installées au 31.12.2020 par catégorie de clientèle en établissement spécialisé toutes catégories de structures du tableau 24 confondues (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Déficiences intellectuelles	5 825	3 356	3 111	2 735	6	6 065	7 565	7 175	3 553	5 323	4 314	2 820	3 486	55 334	454	434	133	804	0	57 159
Polyhandicaps	890	372	305	295	42	813	918	1 570	450	721	608	267	702	7 953	30	26	42	163	65	8 279
Déficiences psychiques	3 103	1 027	827	935	42	1 536	1 093	1 637	1 111	2 183	2 556	1 014	837	17 901	7	39	16	62	24	18 049
Déficiences motrices	780	169	246	216	0	895	1 068	1 354	364	627	599	364	268	6 950	0	10	15	105	0	7 080
Déficiences sensorielles	607	194	469	232	28	631	850	1 292	391	581	491	288	359	6 413	62	40	0	175	76	6 766
Autisme	1 177	428	321	426	26	956	730	2 094	346	670	840	597	609	9 220	51	132	26	242	0	9 671
Autres déficiences ou tous types de déficiences (2)	243	34	652	111	184	24	206	161	690	84	254	34	73	2 750	127	0	0	0	329	3 206

(1) Hors SESSAD, Centres d'accueil familial spécialisé, Foyers d'hébergement pour enfants et adolescents handicapés, CMPP, CAMSP

(2) dont 70 places pour personnes en situation de handicap rare
Guadeloupe y compris Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : DREES, Finess



Sources : DREES, INSEE, Infocentre DALO, DR(D)JSCS, DGCS, Ministère de la justice, Banque de France, DGCS.

Pour en savoir plus :

Droit Au Logement Opposable (Loi DALO)

La loi désigne l'État comme le garant du droit au logement. La mise en œuvre de cette garantie s'appuie sur un recours amiable et un recours contentieux.

Logements sur-occupés

Le concept de sur-occupation repose sur la composition du ménage et le nombre de pièces du logement.

Un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d'« occupation normale », fondée sur :

- une pièce de séjour pour le ménage,
- une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,
- **une pièce pour les autres personnes mariées ou remariées mais ne vivant pas en couple, veuves ou divorcées, ainsi que pour les célibataires de 19 ans ou plus.**

Pour les célibataires de moins de 19 ans, on compte une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, sinon, une pièce par enfant.

À l'inverse un logement est considéré en sous-occupation lorsqu'il y a au moins une pièce en plus par rapport à la norme d'occupation définie ci-dessus.

Par construction, les logements d'une pièce sont considérés comme sur-occupés.

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles, habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale de l'État. Les CHRS ont pour mission d'héberger et d'accompagner des personnes ou des familles connaissant de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Une convention entre le CHRS et l'État précise les catégories de personnes accueillies et la nature des actions conduites en leur faveur.

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles. Ils sont partie prenante du dispositif national d'accueil (DNA) des demandeurs d'asile et des réfugiés. Les CADA assurent l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement social et administratif des demandeurs d'asile pendant l'instruction de leur demande par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), puis de leur éventuel recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

Les centres d'accueil non conventionnés

Les centres d'accueil non conventionnés sont des centres d'hébergement qui ne sont ni conventionnés au titre de l'aide sociale de l'État, ni conventionnés au titre de l'aide sociale départementale. Ils relèvent plutôt de l'initiative caritative, paroissiale, communale, etc.

Les centres provisoires d'hébergement

Les centres provisoires d'hébergement (CPH) sont des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) destinés spécifiquement aux réfugiés statutaires, c'est-à-dire dont le statut de réfugié a été reconnu par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Les maisons relais

Les maisons relais constituent une modalité particulière de résidence sociale, destinée à l'accueil sans condition de durée des personnes dont la situation sociale et psychologique rend difficile leur accès à un logement ordinaire. Elles accueillent ainsi des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, fréquentant ou ayant fréquenté de façon répétitive les structures d'hébergement provisoire et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme, mais sans relever de structures d'insertion de type CHRS. Les maisons relais proposent un logement durable. Leur conception en petites unités de 15 à 25 logements, alliant logements privés et espaces collectifs, avec la présence quotidienne d'un hôte ou d'un couple d'hôtes qui leur porte une attention personnalisée, vise à recréer un lien social, en même temps qu'elle offre un environnement sécurisant et chaleureux. Les résidences accueil constituent une formule de maisons relais dédiée aux personnes souffrant d'un handicap psychique, formalisé avec des équipes de soins et d'accompagnement social et médico-social adapté.

Autres résidences sociales

Les résidences sociales constituent une catégorie spécifique de logements-foyers destinés au logement collectif, à titre de résidence principale, de personnes dans des immeubles comportant à la fois des locaux privés meublés et des locaux communs affectés à la vie collective. Les résidences sociales ont vocation à accueillir des publics très diversifiés tels que les jeunes travailleurs ou jeunes en insertion, les personnes en formation professionnelle, les femmes en difficulté, les travailleurs immigrés, etc. Elles peuvent être créées ex nihilo ou par transformation de foyers de jeunes travailleurs (FJT) ou de foyers de travailleurs migrants (FTM). La durée de séjour y est de 1 mois renouvelable sans limitation de durée, mais la vocation d'accueil temporaire est généralement rappelée dans le projet social (accueil variant entre 1 mois et 2 ans).

Foyer de jeunes travailleurs

Les foyers de jeunes travailleurs (FJT) ont pour mission d'accueillir des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle. Ils proposent un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privés meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective.

Foyer de travailleurs migrants

Les foyers de travailleurs migrants ont pour mission d'accueillir des travailleurs migrants isolés. Ces établissements proposent un hébergement à durée indéterminée comportant généralement des locaux privés meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective. Ces personnes bénéficient automatiquement d'un contrat de location.

Aide complémentaire :

Hébergement des personnes en difficulté sociale : 140 000 places fin 2016, en forte évolution par rapport à 2012 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

L'enquête auprès des établissements et services en faveur des adultes et familles en difficulté sociale (ES-DS) — DATA.DREES (solidarites-sante.gouv.fr)

L'hébergement des personnes sans-domicile | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

Accueil | Ministère de la Transition écologique (ecologie.gouv.fr)



Logement - Hébergement

Parc des logements et statut d'occupation au 1^{er} janvier 2018 (2)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière	
Nombre total de logements	4 487 536	1 574 815	1 938 535	1 391 581	252 644	2 857 628	2 887 056	5 846 881	1 826 880	3 524 645	3 594 616	2 027 461	3 099 567	35 309 845	229 422	213 708	91 567	376 048	73 880	36 220 590	
Part des résidences principales (en %)	79,7	82,3	79,2	83,7	59,4	87,0	88,4	89,3	81,9	79,4	76,0	82,8	74,5	82,1	75,3	78,3	87,4	88,4	85,4	82,1	
Part des résidences secondaires et logements occasionnels (en %)	11,8	7,5	13,3	6,3	37,6	3,6	3,8	3,9	9,9	12,1	15,6	10,7	17,8	9,8	9,4	6,3	2,6	2,9	1,9	9,7	
Part des logements vacants (en %)	8,5	10,1	7,5	10,1	3,1	9,4	7,8	6,8	8,2	8,5	8,4	6,5	7,6	8,1	15,2	15,4	10,0	8,7	12,7	8,2	
Statut d'occupation des résidences principales																					
Propriétaires (en %)	58,8	63,2	66,2	63,9	55,3	58,7	57,5	47,0	58,5	62,4	59,0	64,1	54,5	57,6	58,6	54,6	42,1	50,7	53,0	57,5	
Locataires (en %)	39,1	34,8	32,5	34,4	39,5	39,2	40,8	50,3	40,0	35,5	38,5	34,8	42,4	40,2	36,1	38,0	49,6	45,2	32,0	40,2	
Logés gratuitement (en %)	2,1	2,0	1,3	1,7	5,1	2,1	1,7	2,7	1,5	2,1	2,4	1,1	3,1	2,2	5,3	7,4	8,3	4,1	15,0	2,2	
Part des logements sur-occupés en 2018 (en %) (1)	7,7	5,5	4,8	6,0	8,0	6,4	6,3	21,2	6,0	6,1	7,7	5,5	12,6	9,6	10,0	10,2	36,0	13,0	57,0	9,7	

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Total France entière hors Mayotte

Source : Insee, RP2018 exploitation principale (RP 2017 pour Mayotte), Insee Analyses Mayotte N°18 Août 2019

Logement - Hébergement

Recours au Droit Au Logement (DALO) en 2020 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de recours "logement" reçus	6 961	575	478	748	399	1 211	2 567	52 850	889	2 503	4 312	2 264	13 401	89 158	88	94	189	1 025	nd	90 554
Recours non examinés	487	29	86	6	13	8	12	82	13	35	22	278	13	1 084	2,0	1,0	13,0	0,0	nd	1 100
Recours "logement" avec décision	6 474	546	392	742	386	1 203	2 555	52 768	876	2 468	4 290	1 986	13 388	88 074	86,0	93,0	176,0	1025,0	nd	89 454
Dont favorables logement (prioritaires et urgents)	2 460	253	173	265	170	427	959	19 019	303	815	922	564	4 272	30 602	47,0	38,0	48,0	432,0	nd	31 167
Dont rejets (explicites)	3 319	193	142	316	181	559	1 219	31 131	355	1 397	2 774	860	8 347	50 793	25,0	34,0	107,0	293,0	nd	51 252
Dont sans objet	578	67	55	112	30	144	272	1 873	155	178	560	480	702	5 206	7,0	16,0	21,0	300,0	nd	5 550
Dont réorientation recours logement vers hébergement	117	33	21	49	5	73	105	745	63	78	34	82	67	1 472	7,0	5,0	0,0	0,0	nd	1 484
Nombre de recours "hébergement" reçus	1 139	6	48	70	0	58	183	4 045	35	144	489	155	764	7 136	0	0	43	7	nd	7 186
Recours non examinés	5	0	0	0	0	3	1	9	1	1	2	6	0	28	0,0	0,0	0,0	1,0	nd	29
Recours "hébergement" avec décision	1 134	6	48	70	0	55	182	4 036	34	143	487	149	764	7 108	0,0	0,0	43,0	6,0	nd	7 157
Dont favorables logement (prioritaires et devant être accueillis)	653	3	30	34	0	18	85	2 376	16	73	238	74	478	4 078	0,0	0,0	43,0	0,0	nd	4 121
Dont rejets (explicites)	396	3	15	16	0	22	58	1 525	15	62	190	67	228	2 597	0,0	0,0	0,0	5,0	nd	2 602
Dont sans objet	71	0	3	8	0	8	38	92	2	8	54	6	56	346	0,0	0,0	0,0	0,0	nd	346
Dont recours logement réorientés hébergement (rappel)	117	33	21	49	5	73	105	745	63	78	34	82	67	1 472	7,0	5,0	0,0	0,0	nd	1 484
Nombre de recours reçus (2)	8 100	581	526	818	399	1 269	2 750	56 895	924	2 647	4 801	2 419	14 165	96 294	88	94	232	1 032	nd	97 740
Recours non examinés	492	29	86	6	13	11	13	91	14	36	24	284	13	1 112	2	1	13	1	nd	1 129
Recours avec décision	7 608	552	440	812	386	1 258	2 737	56 804	910	2 611	4 777	2 135	14 152	95 182	86	93	219	1 031	nd	96 611
Dont favorables (2)	3 519	302	260	348	275	610	1 167	25 162	385	894	1 682	839	5 314	40 757	71	70	83	233	nd	41 214
Dont rejets (explicites)	3 715	196	157	332	181	581	1 277	32 656	370	1 459	2 964	927	8 575	53 390	25	34	107	298	nd	53 854
Dont sans objet	649	67	58	120	30	152	310	1 965	157	186	614	486	758	5 552	7	16	21	300	nd	5 896

(1) La baisse observée en 2020 est liée au contexte de la crise sanitaire. En particulier, les délais des recours DALO ont été suspendus durant plusieurs mois.

(2) Dans la synthèse, les décisions favorables correspondent à la somme des décisions favorables logement, des décisions favorables hébergement et des réorientations des recours logement vers l'hébergement

Source : Infocentre Dalo (outil national du Ministère de la cohésion des territoires)

Logement - Hébergement

Précarité - Logement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Décisions d'expulsions locatives en 2019 (1)																				
Total	14 384	4 720	3 352	4 634	175	9 820	11 229	34 458	6 559	8 389	10 733	5 388	12 744	126 585	951,0	551,0	855,0	1568,0	2,0	130 512
Expulsions "fermes"	9 058	3 292	2 397	3 148	73	6 994	6 165	17 915	3 834	5 696	7 415	3 566	8 033	77 586	458,0	368,0	332,0	588,0	2,0	79 334
Expulsions "conditionnelles"	5 326	1 428	955	1 486	102	2 826	5 064	16 543	2 725	2 693	3 318	1 822	4 711	48 999	493,0	183,0	523,0	980,0	0,0	51 178
Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages	10,4	10,5	6,8	11,6	3,0	10,1	10,9	13,2	11,0	8,5	10,4	9,4	13,2	11,0	15,3	8,7	22,6	10,6	0,0	11,0
Dettes relatives à des impayés d'énergie dans les dossiers de surendettement en 2020 (1)																				
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	4 277	2 076	1 982	2 033	136	3 729	6 721	3 844	2 933	3 919	3 256	2 077	2 404	39 387	103	57	62	252	nd	39 861
Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement (en %)	36,2	39,2	41,4	41,3	34,2	42,5	45,3	26,3	40,4	38,1	36,7	42,5	28,9	37,5	32,8	18,4	35,2	26,4	nd	37,3
Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)	1,0	1,1	1,3	1,2	1,2	1,3	1,6	0,6	1,2	1,1	0,9	1,3	0,6	1,0	0,6	0,3	0,8	0,5	nd	1,0

(1) Indicateurs sociaux départementaux, indicateur complémentaire – indicateur de suivi du Plan Pluriannuel contre la Pauvreté et pour l'Inclusion Sociale (2013-2017)

Sources : Ministère de la justice/SG/SDSE, répertoire général civil 2019 ; Insee, recensement de la population 2016 et 2017 ; banque de France, enquête typologique 2020, DEETS pour Mayotte

Logement - Hébergement

Lits, places installés au 31 décembre 2020 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Établissements pour adultes et familles en difficulté																				
Hébergement social																				
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	5 377	1 636	1 351	1 220	187	4 260	5 347	11 054	2 237	2 877	2 721	1 848	3 711	43 826	179	114	120	328	16	44 583
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	6 051	3 163	2 115	1 958	0	5 280	2 274	5 996	2 288	4 240	4 206	2 582	2 034	42 187	0	0	0	0	105	42 292
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	7 139	1 772	656	1 374	68	3 952	5 617	21 737	2 066	1 680	3 727	1 701	1 440	52 929	0	0	12	412	20	53 373
Centres provisoires d'hébergement	1 075	388	372	331	0	615	337	3 290	389	705	543	528	296	8 869	0	0	0	0	0	8 869
Logement accompagné																				
Maisons relais - Pensions de famille	2 015	863	888	753	55	1 812	2 232	3 473	926	1 706	1 597	945	1 368	18 633	26	15	43	83	67	18 867
Autres résidences Sociales	14 005	2 792	678	1 317	62	7 794	3 475	49 432	2 081	967	1 915	2 806	12 686	100 010	0	0	0	0	0	100 010
Foyers de jeunes travailleurs (FJT) (1)	7 552	1 533	3 535	2 224	29	2 064	3 177	13 155	2 675	4 712	3 786	3 889	1 902	50 233	0	160	75	107	12	50 587
Foyers de travailleurs migrants (FTM) (1)	3 917	422	52	743	259	3 041	1 999	22 395	572	0	584	320	1 677	35 981	0	0	0	0	0	35 981
Nombre de places d'hébergement (2)																				
dont urgences	6 963	1 727	984	1 286	86	4 257	6 310	19 587	1 675	2 050	4 112	1 499	1 989	52 525	30	21	12	174	71	52 833
dont stabilisation	113	38	62	202	0	548	513	4 945	119	331	396	183	369	7 819	72	0	26	0	201	8 118
dont insertion	5 440	1 643	961	1 106	169	3 407	4 141	7 885	2 509	2 176	1 940	1 867	2 793	36 037	77	93	94	566	0	36 867
Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes	2,0	1,6	0,8	1,3	0,9	1,9	2,5	3,5	1,7	1,0	1,4	1,2	1,3	1,9	0,6	0,4	0,8	1,2	2,0	1,9

(1) Conventionnés ou non en résidence sociale

(2) En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale

Sources : DREES, Finess ; Insee, RP exploitation complémentaire, estimations de population 2021 ; DREETS ; DGCS

Sources : DREES, INSEE, INSERM, OFDT, CNAM, MENJ-DEPP, DSN, DJEPVA, INJEP, ASP, ASC, DARES, Ministère des armées.

Pour en savoir plus :

Consommations de produits psychoactifs des jeunes Français

Créé en 1993, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) est un groupement d'intérêt public (GIP) chargé du recueil, de l'analyse et de la synthèse des données relatives aux drogues illicites, à l'alcool, au tabac, aux jeux de hasard et d'argent et à la question de l'abus d'écrans. L'OFDT est l'un des relais de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA).

L'enquête déclarative ESCAPAD, mise en œuvre par l'OFDT depuis 2000 en partenariat avec la Direction du service national (DSN), propose un questionnaire à l'ensemble des jeunes de 17 ans présents lors d'une Journée défense et citoyenneté (JDC). Elle renseigne sur la santé de ces jeunes, les niveaux d'usage et les évolutions en termes de produits psychoactifs licites et illicites et de modalités de consommation.

REP

Les Réseaux d'éducation prioritaire, ou REP, plus mixtes socialement que les REP+, regroupent les réseaux des collèges et écoles rencontrant des difficultés sociales plus significatives que celles des collèges et écoles situés hors éducation prioritaire. La liste des collèges REP est arrêtée au niveau national en concertation avec les académies. La liste des écoles en REP fait l'objet d'arrêtés académiques.

REP +

Les Réseaux d'éducation prioritaire renforcée, ou REP+, sont les réseaux qui connaissent les plus grandes concentrations de difficultés sociales ayant des incidences fortes sur la réussite scolaire. Dans les REP+, les obligations de service des enseignants sont modifiées par une pondération dans le second degré et la libération de dix-huit demi-journées remplacées dans le premier degré. La liste des collèges et écoles REP+ est arrêtée au niveau national en concertation avec les académies. Elle fait l'objet d'un arrêté national.

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ)

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ), créé en 1989, est un dispositif départemental de dernier recours. Il est destiné à aider financièrement les jeunes de moins de 25 ans qui connaissent des difficultés, ces derniers ne pouvant bénéficier d'une aide dans le cadre du RSA (sauf s'ils ont des enfants à charge ou qu'ils ont travaillé au moins deux années au cours des trois années précédant la demande).

La mise en place du FAJ dans les départements, au départ facultative, a été rendue obligatoire en 1992. Initialement co-piloté dans chaque département par l'État et le conseil général, le FAJ a été décentralisé en 2005 : le conseil général (devenu conseil départemental en 2014) assure depuis cette date la gestion et le financement du fonds. Le FAJ attribue des aides financières ponctuelles et/ou des prestations d'accompagnement social.

Les missions locales et PAIO pour l'accompagnement vers l'emploi des jeunes en difficulté

Une mission locale est un point d'accueil dans une zone de compétence optimale pour les jeunes qui ont besoin d'aide dans leur insertion sociale et professionnelle. La mission locale est une structure d'accueil pour les jeunes de 16 à 25 ans. Elle est constituée de tous les partenaires concernés par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes : collectivités territoriales, services de l'État, partenaires économiques et sociaux, associations. Missions locales et P.A.I.O. (Permanences d'Accueil, d'Information et Orientation) constituent le réseau d'accueil des jeunes en difficulté. Leur zone de compétence correspond à l'aire géographique optimale permettant à ces jeunes de trouver près de leur domicile un point d'accueil susceptible de les aider dans leur insertion sociale et professionnelle.

Service civique

C'est un engagement volontaire au service de l'intérêt général ouvert aux 16-25 ans, élargi à 30 ans aux jeunes en situation de handicap. Accessible sans condition de diplôme, le Service Civique est indemnisé et s'effectue en France ou à l'étranger. Les missions sont indemnisées 580 euros par mois.

Parcours Emplois Compétences (PEC)

Depuis janvier 2018, le Parcours emploi compétences s'est substitué au CUI-CAE.

La mise en œuvre des parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

(CUI-CAE)

Le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) est un contrat dans le secteur non marchand qui facilite, grâce à une aide financière pour l'employeur et une exonération spécifique de cotisations sociales, l'accès durable à l'emploi des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'insertion. Il permet des recrutements en CDI ou CDD. En 2018, les CUI-CAE ont été remplacés par les Parcours emploi compétences.

(CUI-CIE)

Le contrat initiative emploi (CUI-CIE) est un contrat dans le secteur marchand qui facilite, grâce à une aide financière pour l'employeur, l'accès durable à l'emploi des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Il permet des recrutements en CDI ou CDD.

Contrats de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Il permet l'acquisition – dans le cadre de la formation continue – d'une qualification professionnelle (diplôme, titre, certificat de qualification professionnelle...) reconnue par l'État et/ou la branche professionnelle. L'objectif est l'insertion ou le retour à l'emploi des jeunes et des adultes.

Contrats d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Son objectif est de permettre à un jeune de suivre une formation générale, théorique et pratique, en vue d'acquies un diplôme d'État (CAP, BAC, BTS, Licence, Master, etc.) ou un titre à finalité professionnelle inscrit au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), dont l'ensemble des titres professionnels relevant du ministère chargé de l'emploi.

Emplois francs

Les emplois francs sont entrés en vigueur le 1er avril 2018 en France. Le principe de ce dispositif est de fournir une aide financière à un employeur qui embauche un demandeur d'emploi résidant dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV) qui sont concernés par cette mesure.

Aide complémentaire :

<http://www.ofdt.fr>

<https://travail-emploi.gouv.fr>

<https://poem.travail-emploi.gouv.fr/>

<http://www.injep.fr/>

<http://www.jeunes.gouv.fr/>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sources-outils-et-enquetes/enquete-sur-le-fonds-daide-aux-jeunes-faj>

Jeunesse

Classes d'âge - Cohabitation familiale - Morbidité - Mortalité - Conduites à risques

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Sexe et âge au 1er janvier 2021 (1)																				
Garçons																				
Moins de 15 ans	742 838	233 697	289 415	226 020	27 582	473 157	574 500	1 214 453	292 642	481 647	500 982	351 694	433 937	5 842 564	32 079	27 289	46 663	94 494	62 900	6 105 989
De 15 à 24 ans	494 072	162 985	202 591	144 912	17 202	336 591	389 950	785 923	196 741	339 785	351 740	236 149	278 146	3 936 787	21 897	18 735	23 416	57 459	21 795	4 080 089
Moins de 25 ans	1 236 910	396 682	492 006	370 932	44 784	809 748	964 450	2 000 376	489 383	821 432	852 722	587 843	712 083	9 779 351	53 976	46 024	70 079	151 953	84 695	10 186 078
Filles																				
Moins de 15 ans	708 292	223 661	274 678	217 140	26 100	451 764	549 259	1 171 289	279 437	463 251	478 814	335 205	414 111	5 593 001	32 414	26 817	47 242	93 845	63 581	5 856 900
De 15 à 24 ans	470 330	147 920	187 412	135 674	15 719	314 967	371 150	786 879	185 292	322 161	336 536	222 258	264 760	3 761 058	20 997	18 162	24 904	57 238	25 701	3 908 060
Moins de 25 ans	1 178 622	371 581	462 090	352 814	41 819	766 731	920 409	1 958 168	464 729	785 412	815 350	557 463	678 871	9 354 059	53 411	44 979	72 146	151 083	89 282	9 764 960
Part des jeunes de moins de 25 ans dans la population générale en %	29,9	27,6	28,3	28,3	24,8	28,5	31,5	32,1	28,9	26,6	27,9	29,8	27,3	29,3	28,6	25,6	48,4	35,3	60,2	29,6
Cohabitation familiale des jeunes de 20 à 24 ans en 2018																				
Part des garçons de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	51,7	49,7	47,1	52,8	66,7	55,3	59,3	64,6	52,3	48,0	47,4	47,4	61,8	55,1	82,4	85,6	65,7	74,2	nd	55,7
Part des filles de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	38,1	34,7	33,3	36,6	50,1	39,9	42,5	53,1	36,7	32,1	34,2	33,0	47,5	41,2	61,7	63,3	42,1	48,4	nd	41,5
Part de l'ensemble des jeunes de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	44,9	42,4	40,4	44,9	58,4	47,7	51,0	58,7	44,6	40,1	40,8	40,3	54,6	48,1	72,3	74,7	53,1	61,2	nd	48,6
Morbidité, mortalité, conduites à risques en 2017																				
Consommation tabac, alcool, cannabis à 17 ans en %																				
Garçons																				
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	28	30	32	27	29	26	26	19	32	29	28	28	27	26	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	14	13	13	12	14	11	11	8	16	14	12	18	10	12	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	11	10	11	10	6	9	8	9	10	10	11	10	11	10	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Filles																				
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	26	26	29	22	33	21	21	19	28	28	26	25	25	24	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	5	5	5	4	6	4	4	4	5	6	5	5	5	5	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	6	5	5	5	1	4	3	4	5	5	6	5	5	5	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Taux de recours à l'IVG des mineures (pour 1 000 femmes de 15 à 17 ans) en 2020 (2)																				
	4,3	4,0	3,8	4,2	4,7	4,1	5,1	4,9	4,8	4,9	5,5	3,6	6,3	4,7	12,1	11,5	17,5	9,5	13,8	5,0
Décès des jeunes de 15 à 24 ans (2015-2016-2017) toutes causes confondues																				
	842	362	342	306	43	583	640	1 102	408	616	661	453	667	7 025	103	64	109	149	72	7 522
Par accident de la circulation	214	107	83	96	12	134	151	161	103	193	176	115	169	1 714	25	18	19	36	4	1 816
Par suicide	99	51	79	48	3	97	119	132	62	90	85	74	82	1 021	2	4	17	27	1	1 072

(1) Les estimations de population pour l'année 2021 sont des estimations précoces provisoires.

(2) Guadeloupe : non compris Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Sources : DREES, PMSI - MCO ; Insee, estimations de population au 1^{er} janvier 2020, au 1^{er} janvier 2021 ; CNAM, données de consommation inter-régimes, nombre de forfaits médicamenteux remboursés selon la date de soin ; Inserm, CépiDc ; OFDT, enquête Escapad 2017

Jeunesse

Scolarité - Formation - Activité

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Scolarité																				
Part des jeunes ayant participé à la Journée Défense et Citoyenneté (JDC) en difficulté de lecture, en 2020 en % (1) (5) (7)	6,9	8,6	6,4	9,7	8,3	8,8	9,3	7,8	9,6	8,4	8,0	7,3	8,9	8,1	28,6	27,9	46,6	25,4	71,1	9,5
Part des pas ou peu diplômés, au sein de la population des 20-24 ans non scolarisée en 2018 en % (1) (8)	15,2	16,2	12,3	16,9	20,2	16,2	21,4	16,4	16,5	15,0	16,9	13,7	18,1	16,5	17,4	16,9	44,6	24,7	61,2	16,8
Part des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population des 25-34 ans non inscrite en établissement scolaire en 2018 en % (1) (8)	47,7	38,9	45,7	40,2	33,5	41,3	39,1	59,3	37,7	42,5	44,9	44,8	43,0	46,5	35,0	38,0	20,6	30,7	16,7	46,1
Taux des retards de 2 ans et plus en 3ème générale (année 2020-2021)	0,7	0,8	0,4	1,2	0,4	0,8	0,5	1,0	0,6	0,6	0,7	0,4	1,2	0,8	1,8	0,8	7,3	0,4	3,1	0,8
Part d'élèves entrant en 6ème avec au moins un an de retard, à la rentrée 2020-2021 (1)	4,6	5,4	4,5	6,7	7,6	5,2	5,4	4,7	4,8	4,5	5,2	4,0	6,1	5,0	8,9	5,8	13,4	6,6	11,2	5,2
Proportion d'élèves handicapés parmi les élèves de premier ou second degré, pour l'année scolaire 2018-2019 (pour 1 000 élèves en milieu scolaire ordinaire ou établissement sanitaire ou médico-social) (1)	35,0	32,8	34,0	31,6	30,8	33,5	38,2	28,1	32,3	33,5	40,5	26,6	32,5	33,0	32,4	36,3	28,2	28,8	9,7	32,7
Pourcentage d'élèves demi-pensionnaires ou internes dans le second degré en 2020																				
Établissements privés	75,0	71,1	87,1	71,3	32,3	68,1	68,4	77,8	81,1	80,2	75,9	88,9	72,0	72,0	47,5	85,3	48,6	84,3	30,0	77,3
Établissements publics																				
Public hors éducation prioritaire	75,4	77,2	90,8	78,6	68,9	67,0	74,4	67,9	85,3	89,2	82,5	86,6	79,6	79,6	41,7	72,0	45,4	77,6	70,8	77,3
Établissements en REP	44,5	52,8	64,7	43,3	66,3	42,0	50,4	38,9	54,3	71,1	56,5	62,7	58,0	58,0	29,9	74,6	0,0	61,8	32,7	48,4
Établissements en REP +	22,0	16,6	46,7	21,8	39,6	17,2	34,1	28,9	34,2	39,1	32,7	33,3	29,0	29,0	32,6	66,3	12,8	47,1	49,0	29,9
Ensemble des établissements	70,9	72,3	88,1	73,3	65,2	62,1	66,0	62,7	79,9	85,6	77,8	85,7	72,4	72,4	39,6	73,8	17,0	66,7	39,5	71,4
Formation, Activité en 2018																				
Part des filles de 15 à 19 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	82,8	80,8	84,6	81,2	82,6	81,8	82,0	85,8	80,7	81,8	82,8	81,8	82,6	82,8	87,5	87,5	71,2	80,4	nd	82,8
Part des filles de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	9,4	10,2	8,3	9,8	7,6	8,9	6,9	7,1	10,1	8,9	7,4	10,2	7,9	8,3	4,0	3,7	3,9	4,6	nd	8,3
Part des garçons de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	75,0	71,6	77,4	72,5	75,2	73,9	75,2	81,5	72,2	73,9	76,6	72,2	76,0	75,8	80,5	81,9	69,8	74,9	nd	75,9
Part des garçons de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	15,7	18,2	14,4	16,8	13,7	15,3	11,1	9,3	16,7	15,6	12,2	18,9	12,7	13,6	6,7	7,2	5,2	7,7	nd	13,6
Part des filles de 20 à 24 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	30,0	23,7	30,6	23,2	25,4	28,4	27,7	35,2	25,4	29,1	33,1	26,9	29,9	29,9	25,6	27,2	17,4	21,0	nd	29,9
Part des filles de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	50,0	53,2	49,2	52,7	43,4	48,3	43,7	46,6	50,4	47,9	42,2	52,2	44,2	47,1	32,0	32,8	23,7	30,7	nd	47,0
Part des garçons de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	23,5	18,5	23,6	17,4	19,5	22,8	22,7	31,1	19,4	22,3	26,2	20,4	24,2	24,2	19,4	22,4	12,7	15,4	nd	24,1
Part des garçons de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	56,4	59,2	55,7	57,3	53,9	54,1	47,9	47,6	55,3	54,3	48,7	59,8	49,0	52,0	34,8	34,7	32,1	37,3	nd	51,9
Formation, Activité en 2020																				
Nombre d'entrées de jeunes de 30 ans ou moins en contrat d'apprentissage	65 148	20 182	26 428	18 877	1 925	39 096	39 693	113 064	26 465	44 776	45 642	33 040	39 061	513 397	1 532	1 162	724	8 514	271	525 600
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation (6)	8 425	2 262	3 348	1 493	80	4 112	7 282	20 725	2 658	4 891	4 635	4 439	4 446	68 796	219	78	136	1 138	21	70 388
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Parcours Emplois Compétences (PEC), Contrat Unique d'Insertion - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CUI-CAE), Contrat Unique d'Insertion - Contrat Initiative Emploi (CUI-CIE) (2) (4)	5 273	3 352	2 165	2 055	397	7 220	9 031	5 704	3 643	8 274	5 438	2 699	8 037	63 288	642	1 886	1 688	11 788	2 323	81 615
Nombre d'entrées en emploi franc	1 346	589	398	765	21	1 773	4 104	5 253	849	1 082	1 659	909	2 422	21 170	143	57	283	1 092	125	22 870

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Entrées initiales en contrat aidé

(3) Inclut les emplois d'avenir professeurs

(4) Depuis janvier 2019, les contrats aidés sont transformés en parcours emploi compétences (PEC).

(5) En raison de la mise en œuvre d'un nouveau test de lecture avec de nouvelles questions ainsi que de nouveaux seuils de maîtrise définis, les profils de lecteurs en 2020 ne sont donc pas comparables à ceux présentés les années précédentes. Par ailleurs, la participation des jeunes au test d'évaluation de la lecture lors de la JDC en 2020 a été fortement impactée par la crise sanitaire.

(6) Le contrat de professionnalisation s'adresse à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus ainsi qu'aux bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou d'un contrat unique d'insertion (CUI)

(7) En raison de la mise en œuvre d'un nouveau test de lecture avec de nouvelles questions ainsi que de nouveaux seuils de maîtrise définis, les profils de lecteurs en 2020 ne sont donc pas comparables à ceux présentés les années précédentes. Par ailleurs, la participation des jeunes au test d'évaluation de la lecture lors de la JDC en 2020 a été fortement impactée par la crise sanitaire.

(8) RP 2017 pour Mayotte

Sources : DREES ; DARES ; Ministère des Armées, DSNJ ; MENJ, MESRI, DEPP ; MENESR, DEPP, système d'information SCOLARITE et enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat ; Insee, RP, exploitation principale au lieu de résidence ; ASP, traitement Dares, Extrapro, base de gestion informatisée des contrats de professionnalisation, calculs Dares ; DGEFP ; Pôle emploi, traitement Dares ; OPCO, traitement DARES



Jeunesse

Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) en 2015 - Service Civique - Missions locales - PAIO

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Fonds d'Aide à la Jeunesse (FAJ) en 2015 (1)																				
Budget FAJ (en euros)	4 079 940	1 592 305	2 722 319	1 494 647	178 744	nd	3 666 022	nd	nd	3 537 424	3 561 159	5 045 224	3 482 332	nd	380 267	355 000	255 074	400 000	nd	nd
Montant des aides individuelles attribuées (en euros)	2 107 715	nd	nd	nd	156 376	nd	nd	2 963 644	nd	2 376 434	2 478 013	nd	2 457 022	nd	344 722	nd	234 381	211 471	nd	nd
Nombre d'aides individuelles attribuées (2)	13 050	nd	14 311	nd	569	13 098	nd	nd	8 537	15 884	12 194	6 810	12 982	nd	1 661	704	490	1 152	nd	nd
Montant moyen de l'aide individuelle attribuée (en euros)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	207,5	nd	478,3	183,6	nd	nd
Nombre de bénéficiaires du FAJ	nd	nd	7 597	nd	280	nd	nd	nd	nd	nd	8 539	5 159	7 655	nd	616	704	490	1 019	nd	nd
Nombre d'entrées de jeunes de 16 à 25 ans dans le dispositif du Service Civique en 2020 (3)	6 915	3 321	2 911	2 954	232	6 193	9 528	10 566	3 862	7 284	7 294	3 969	4 897	69 926	1 531	824	882	2 294	751	76 208
Nombre de jeunes en premier accueil dans les réseaux des missions locales et PAIO en 2020	46 051	15 943	18 576	14 958	1 953	29 310	40 606	67 180	18 262	37 113	38 451	19 509	34 360	382 272	2 670	2 894	2 335	8 812	1 796	400 779
Part de jeunes accueillis pour la première fois par les missions locales ou les PAIO pour 100 jeunes de 16 à 25 ans en 2020 (4)	4,8	5,2	4,8	5,5	6,0	4,5	5,4	4,2	4,8	5,7	5,6	4,2	6,4	5,0	6,0	7,9	5,0	7,8	4,0	5,0

(1) 2015 est le dernier millésime de l'enquête FAJ

(2) Le nombre d'aides attribuées dans l'année est différent du nombre de jeunes aidés ; un jeune peut avoir bénéficié de plusieurs aides au cours de la même année

(3) Attention, ces chiffres correspondent aux départements et régions de résidence des volontaires, et non aux territoires de leur mission comme c'était le cas pour les chiffres de l'année 2015.

(4) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, enquête Faj 2015 ; Agence de services et de paiement (ASP) ; Agence du service civique (ASC), traitements Injep, Medes ; Imilo, traitements DARES, données au 20/01/2022 sur tous les dossiers ; Insee, estimations de population au 01/01/2020 (résultats provisoires arrêtés fin 2020)



Sources : DREES, DJEPVA-INJEP, DREETS, IRCHEM, INSEE.

Pour en savoir plus :

Aide sociale à l'enfance

En dehors des aides financières (allocations mensuelles et de secours), l'aide sociale à l'enfance (ASE) recouvre deux prestations principales : les actions éducatives et les mesures de placement. Ces prestations sont accordées lorsque la santé de l'enfant, sa sécurité, son entretien ou son éducation l'exigent.

Les actions éducatives :

- L'action éducative à domicile (AED) est une décision administrative prise par le président du conseil départemental à la demande des parents ou avec leur accord. Elle est exercée en milieu familial pour :
- Apporter un soutien éducatif, psychologique aux mineurs, à leur famille, aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs âgés de moins de vingt et un ans. Ce soutien est exercé par des travailleurs sociaux (notamment éducateurs spécialisés et psychologues) appartenant aux services départementaux de l'ASE ou à un service habilité. Ils aident les parents dans l'exercice de leur autorité ou permettent des liens avec les institutions, dont l'école ;
- Éviter le placement hors du milieu familial, préparer un placement ou, à l'issue de celui-ci, préparer le retour dans la famille.

L'action éducative en milieu ouvert (AEMO), exercée en vertu d'un mandat judiciaire, poursuit le même but que l'AED, mais contrairement à cette dernière, elle est contraignante à l'égard des familles, puisqu'elle s'impose à elles (ces dernières peuvent faire appel de la décision).

Les mesures de placement des enfants accueillis à l'ASE :

- Les mesures administratives sont décidées par le président du conseil départemental sur demande ou en accord avec la famille. Ce sont les accueils provisoires de mineurs, les accueils provisoires de jeunes majeurs et des pupilles de l'État ;
- Les mesures judiciaires sont décidées par le juge des enfants. L'enfant est alors confié au service de l'ASE qui détermine les modalités de son placement. Elles comprennent la délégation de l'autorité parentale à l'ASE, le retrait partiel de l'autorité parentale, la tutelle d'État déferée à l'ASE et le placement à l'ASE par le juge au titre de l'assistance éducative ou de l'ordonnance de 1945 sur l'enfance délinquante ;
- Les placements directs comprennent le placement par un juge auprès d'un établissement ou d'un tiers digne de confiance et la délégation de l'autorité parentale à un particulier ou à un établissement.

Les établissements d'accueil mère-enfant

Ils accueillent des femmes enceintes ou mères isolées en difficulté. La durée de la prise en charge est de 6 mois renouvelable (maximum 3 ans). L'hébergement permet aux mères de bénéficier d'une formation professionnelle adaptée, de rechercher ou d'exercer un emploi.

Les pouponnières à caractère social

Elles accueillent des enfants, de la naissance à trois ans, qui ne peuvent rester au sein de leur famille ou bénéficier d'un placement familial surveillé. Les enfants y sont orientés à la demande des parents et avec leur accord ou par décision judiciaire.

Les foyers de l'enfance

Ils accueillent, à tout moment, tout mineur en situation difficile nécessitant une aide d'urgence (parfois sous placement judiciaire). Ils sont des lieux d'observation et d'évaluation qui permettent de préparer une orientation du mineur (retour à la famille, placement en famille d'accueil, placement en établissement, adoption).

Les maisons d'enfants à caractère social (MECS)

Elles sont les héritières des orphelinats. Elles accueillent des enfants et adolescents dont les familles ne peuvent assumer la charge et l'éducation à la suite de difficultés momentanées ou durables.

Les centres de placement familial socio éducatif (CPFSE)

Le placement familial est, au sens strict du terme, un dispositif qui permet de prendre en charge un enfant dans une autre famille que la sienne, afin de résoudre une situation de danger le concernant.

La finalité est de redonner à l'enfant séparé, déplacé, une identité constituée de son appartenance familiale et de traiter le dysfonctionnement de la relation enfant - parents, en vue de permettre, autant que faire se peut, un retour de l'enfant dans sa famille.

Les lieux de vie et d'accueil

Ce sont des structures sociale ou médico-sociale de petite taille assurant un accueil et un accompagnement personnalisé en petit effectif, d'enfants, d'adolescents et d'adultes, en situation familiale, sociale ou psychologique problématique.

Les lieux de vie et d'accueil (L.V.A) occupent une position à la limite des établissements médico-sociaux et des accueils familiaux.

Les accueils collectifs de mineurs

Le ministère en charge de la jeunesse réglemente et contrôle les activités liées aux accueils collectifs de mineurs (ACM) exercées durant les périodes autres que scolaires (code de l'action sociale et des familles – articles L2271 à L22712). A ce titre, il collecte des informations relatives à l'organisation de ces accueils (nombre de mineurs accueillis, durée des séjours, nombre d'animateurs...).

Les données statistiques sont extraites du Système d'Information des Accueils de Mineurs (SIAM).

Les accueils collectifs de mineurs sans hébergement recensés sont les accueils de loisirs, destinés à des mineurs d'âge scolaire, ainsi que les accueils de jeunes, destinés à des mineurs exclusivement âgés de 14 ans ou plus. Ces accueils se déroulent en dehors du temps scolaire : principalement le mercredi, le samedi, en périscolaire ou encore durant les périodes de congés scolaires (congés scolaires d'automne, de fin d'année, d'hiver, de printemps, au cours du mois de juillet ou au cours du mois d'août).

Le nombre de séjours avec hébergement est estimé à partir des déclarations qui doivent être effectuées dès lors que l'accueil concerne au moins 7 mineurs. Par ailleurs, on distingue les séjours « activité accessoire », liés aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes, des autres types de séjours :

Dans le premier cas, il s'agit de séjours organisés dans le cadre habituel des accueils sans hébergement. Les mineurs qui partent en séjours « activité accessoire » font partie de ceux qui fréquentent régulièrement l'accueil de loisirs ou l'accueil de jeunes au cours de l'année. Ces séjours se déroulent à proximité de l'accueil principal et leur durée ne peut excéder cinq jours.

Dans le second cas, les séjours peuvent être liés à une réglementation spécifique (séjours sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles) ou non (séjours de vacances lorsqu'il s'agit d'un séjour non spécifique d'au moins cinq jours, séjours courts lorsqu'il s'agit d'un séjour non spécifique de moins de cinq jours).

Les séjours dans une famille et les accueils de scoutisme sont comptabilisés à part du fait d'une réglementation spécifique concernant notamment la qualification des intervenants ou encore le mode de déclaration.



Les modes d'accueil collectif et familial des jeunes enfants

Les établissements et les services d'accueil, outre leur fonction d'accueil, ont pour mission de veiller à la santé, à la sécurité, au bien-être ainsi qu'au développement des enfants qui leur sont confiés (cf. le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans). La création de ces établissements est préalablement soumise à l'autorisation du président du conseil départemental pour les structures de droit privé et à son avis pour celles créées par les collectivités publiques.

Aide complémentaire :

jeunes.gouv.fr | Ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports

L'accueil des jeunes enfants : du côté des familles — DATA.DREES (solidarites-sante.gouv.fr)

Aide sociale à l'enfance : 55 000 enfants et adolescents hébergés en établissements | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-documents-de-reference/panoramas-de-la-drees/laide-et-laction-sociales-en-france-perte>

Offre d'accueil des jeunes enfants | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)



Protection de l'enfance - Aide sociale à l'enfance

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Protection de l'enfance au 31 décembre 2020																				
Nombre de places d'accueil mère-enfant	383	205	138	190	20	489	495	1 648	231	307	380	277	370	5 133	0	34	0	100	0	5 267
Nombre de places en pouponnières à caractère social	102	33	54	0	18	157	104	104	99	12	6	54	132	875	0	0	0	30	0	905
Nombre de places en foyers de l'enfance	1 638	417	518	340	0	1 840	936	1 845	799	900	1 324	427	657	11 641	176	91	111	104	0	12 123
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	7 581	2 750	2 988	1 917	94	5 967	5 284	6 798	4 260	4 736	6 868	4 368	3 860	57 471	228	400	110	392	0	58 601
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	0	1 200	0	0	0	0	0	208	0	0	1	0	0	1 409	0	7	0	0	0	1 416
Nombre de places en lieux de vie et d'accueil	334	132	92	42	13	186	30	18	216	747	732	251	149	2 942	0	7	0	0	0	2 949
Nombre de places en villages d'enfants	66	72	0	205	0	274	300	312	60	116	0	94	155	1 654	0	0	0	0	0	1 654
Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans	5,2	7,7	4,9	4,5	2,0	7,1	4,7	3,5	7,3	5,3	7,0	5,9	4,7	5,3	4,5	7,2	1,8	2,5	0,0	5,1
Nombre de places en centres de placement familial socio éducatif	1 070	967	538	446	0	426	428	2 341	3 186	1 764	435	413	273	12 287	0	0	30	0	0	12 317
Aide sociale à l'enfance au 31 décembre 2020																				
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	20 423	9 449	10 165	7 630	531	17 647	27 312	29 065	12 585	19 346	17 073	10 001	12 038	193 265	1 249	1 326	958	2 732	1 818	201 348
dont mesures judiciaires de placements	13 922	7 310	6 716	5 817	310	13 554	20 338	19 039	9 095	12 936	11 834	7 188	8 145	136 204	758	772	650	1 820	nd	140 204
Nombre de placements directs par un juge	1 392	552	455	433	56	1 345	1 981	1 790	923	1 714	1 155	705	1 232	13 733	288	165	144	378	nd	14 708
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	6 825	2 703	3 683	2 899	206	3 647	2 505	7 341	3 188	5 370	6 032	2 911	3 062	50 372	143	531	151	1 230	261	52 688
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	13 843	5 782	5 459	4 279	611	10 339	15 088	15 606	6 667	11 973	9 060	6 715	8 807	114 229	623	685	481	2 225	329	118 572
Nombre de mesures d'ASE (mesures de placements et actions éducatives) en % des 0-20 ans au 31/12/2020	1,1	1,4	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	0,7	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	0,9	1,6	0,5	1,4	nd	1,1

Sources : DREES, Finess, enquête Aide sociale ; DREETS ; Insee, estimation de population 2021



Accueil des enfants d'âge préscolaire

Places agréées par la PMI au 31.12.2019 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de places en accueil collectif	50 326	12 478	12 093	10 437	1 963	30 374	24 460	134 130	12 622	25 920	35 689	16 623	40 072	407 187	2 431	3 156	1 703	6 819	nd	421 296
Crèches collectives (y compris parentales)	2 018	1 680	981	1 561	0	3 462	5 050	48 908	1 175	474	3 599	3 905	285	73 098	1 880	1 777	1 125	0	nd	77 880
Haltes garderies	598	372	630	823	0	946	2 358	3 968	561	603	758	728	436	12 781	30	0	0	0	nd	12 811
Jardins d'enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	nd	0
Jardins d'éveil	979	127	136	66	20	1 156	545	2 725	114	92	500	72	875	7 407	143	338	183	352	nd	8 423
Multi-accueil	46 731	10 299	10 346	7 987	1 943	24 810	16 507	78 529	10 772	24 751	30 832	11 918	38 476	313 901	378	1 041	395	6 467	nd	322 182
Taux d'équipement en accueil collectif																				
pour 100 enfants nés au cours des 3 dernières années	19,2	15,9	12,8	13,7	21,4	18,6	12,4	28,0	12,8	16,3	21,0	14,3	25,5	19,8	22,5	33,8	8,6	20,2	nd	19,7
Nombre de places en accueil familial	3 063	687	1 117	1 670	25	2 630	2 664	16 108	943	4 012	2 977	774	2 322	38 992	0	20	60	70	nd	39 142
Taux de scolarisation des enfants de 2 ans (Retrécie 2020-2021 pour 100 enfants de 2 ans) (1)	8,2	10,6	27,8	5,6	5,7	8,1	22,2	4,2	8,8	7,3	8,2	11,7	5,6	9,4	27,2	31,0	1,6	8,9	1,8	9,4
Personnes salariées employées par des particuliers (2e trimestre 2019)																				
Assistantes maternelles	38 880	14 999	16 286	13 009	415	25 433	26 939	28 968	18 593	25 052	19 943	26 080	13 845	268 442	512	367	152	1 203	nd	270 676
Garde d'enfants à domicile	9 239	1 301	3 185	1 677	90	2 655	4 296	38 425	2 377	4 282	4 581	5 360	3 212	80 680	164	108	143	1 252	nd	82 347

(1) Les jardins d'enfants qui accueillent essentiellement des enfants de 3 à 6 ans, sont exclus du calcul

Sources : DREES, Enquête Aide sociale 2019 (Volet PMI) ; Irce ; MENJ, DEPP, Constat 1er degré de rentrées 2018 à 2020 ; Démographie Insee corrigée DEPP aux rentrées 2018 à 2020 (révision DEPP mars 2021) ; Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (MENJ, DEPP)



Source : DREES.

Pour en savoir plus :

Formation aux professions de santé et aux professions sociales

L'enquête annuelle sur les écoles de formation aux professions sanitaires et sociales, dite enquête « Écoles » a pour objectifs de dénombrer et d'identifier les établissements de formation aux professions sanitaires et sociales, et de recueillir des informations sur le nombre d'étudiants ou élèves en formation (nombre de candidats, nombre d'inscrits, nombre de diplômés etc.).

Aide complémentaire :

La formation aux professions sociales — DATA.DREES (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

La formation aux professions de santé — DATA.DREES (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Le nombre d'étudiants se destinant à l'accompagnement éducatif et social diminue depuis 2010 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶

Aides-soignants : de moins en moins de candidats à l'entrée en formation et une baisse du nombre d'inscrits | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr) ▶



Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé)

Formation aux professions sociales (nombre de diplômes délivrés en 2020 - y compris Validation des Acquis de l'Expérience partielle)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Diplômes de niveau 3																				
Aides médico-psychologiques	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	6	0	0	0	0	0	6
Auxiliaires de vie sociale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Accompagnement éducatif et social	1 126	254	360	230	27	553	629	920	351	856	840	400	440	6 986	109	101	0	76	18	7 290
Assistants familiaux	33	73	130	46	0	132	25	162	122	158	210	69	107	1 267	0	0	4	0	0	1 271
Diplômes de niveau 4																				
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	82	11	49	19	0	19	51	59	20	37	56	17	37	457	0	6	0	0	0	463
Moniteurs éducateurs	424	98	160	147	3	243	345	427	108	317	338	90	305	3 005	14	15	12	53	0	3 099
Diplômes de niveau 5																				
Assistants de service social	338	91	166	86	8	188	363	416	107	204	147	121	185	2 420	26	25	6	47	0	2 524
Éducateurs spécialisés	506	126	241	214	5	359	745	929	223	399	435	158	330	4 670	26	20	12	54	15	4 797
Éducateurs de jeunes enfants	177	80	55	45	1	175	140	637	37	127	158	113	135	1 880	18	15	0	40	0	1 953
Éducateurs techniques spécialisés	20	17	14	18	0	19	5	0	13	18	11	0	11	146	0	0	0	2	0	148
Conseillers en économie sociale familiale	169	76	112	49	0	139	132	198	73	165	174	129	98	1 514	7	0	0	12	0	1 533
Diplômes de niveau 6																				
Médiateur familial	8	0	11	0	0	14	13	56	4	6	21	12	0	145	0	0	0	0	0	145
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)	177	32	124	39	0	136	144	437	40	118	117	48	179	1 591	15	20	7	5	0	1 638
Diplômes de niveau 7																				
Diplôme d'état en Ingénierie sociale (DEIS)	0	12	3	0	0	13	9	46	5	0	5	8	23	124	0	0	0	0	0	124
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale (CAFDES)	45	18	18	23	0	42	15	72	23	17	36	23	26	358	0	0	0	0	0	358

Source : DREES, enquête Ecoles 2020



Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé)

Formation aux professions de santé (nombre de diplômes délivrés en 2020 - y compris Validation des Acquis d'Expérience partielle)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Diplômes de niveau 3																				
Aides soignants	2 612	1 004	1 306	921	77	1 852	1 531	2 734	1 125	2 147	1 633	1 301	1 830	20 073	nd	nd	nd	94	0	20 318
Ambulanciers	366	93	261	75	39	285	218	395	105	293	297	130	287	2 844	nd	nd	nd	48	0	2 895
Auxiliaires de puériculture	708	125	159	71	29	398	185	1 875	125	270	276	79	633	4 933	nd	nd	nd	31	0	5 089
Diplômes de niveau 5																				
Techniciens en analyses biomédicales	41	0	0	15	0	0	15	0	0	0	0	0	0	71	nd	nd	nd	0	0	71
Préparateurs en pharmacie hospitalière	49	0	0	37	0	51	33	53	0	32	37	0	55	347	nd	nd	nd	0	0	347
Psychomotriciens	63	0	0	28	0	23	69	435	59	61	50	0	158	946	nd	nd	nd	23	0	973
Diplômes de niveau 6																				
Manipulateurs en électroradiologie médicale	85	23	32	32	0	61	25	113	20	60	65	21	35	572	nd	nd	nd	0	0	572
Pédicures-podologues	0	0	44	0	0	0	58	225	18	29	25	32	0	431	nd	nd	nd	0	0	431
Ergothérapeutes	69	24	71	33	0	75	110	154	91	93	113	15	56	904	nd	nd	nd	13	0	924
Infirmiers diplômés d'État	3 290	1 085	1 088	957	111	2 210	2 567	5 058	1 085	2 322	2 049	1 119	2 213	25 154	nd	nd	nd	216	29	25 558
Diplômes de niveau 7																				
Masseurs kinésithérapeutes	295	159	115	88	0	210	296	699	157	260	177	136	200	2 792	nd	nd	nd	16	0	2 835
Sages-femmes	118	23	52	30	0	114	104	139	47	53	86	51	54	871	nd	nd	nd	18	0	898
Formations complémentaires (nombre de diplômes délivrés)																				
Infirmiers de bloc opératoire	54	0	34	41	0	70	60	85	36	24	64	0	58	526	nd	nd	nd	0	0	557
Infirmiers anesthésistes	75	29	35	19	0	60	47	132	24	57	51	21	52	602	nd	nd	nd	10	0	616
Puéricultrices	132	39	30	42	0	104	109	252	43	40	122	60	87	1 060	nd	nd	nd	16	14	1 096
Cadres de santé	175	56	48	48	0	104	148	306	52	104	76	55	140	1 312	nd	nd	nd	0	0	1 312

Source : DREES, enquête Ecoles 2020



Sources : DARES, INSEE.

Pour en savoir plus :**Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH)**

Instituée par loi n° 87-517 du 10 juillet 1987, l'AGEFIPH est l'Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes Handicapées. A ce titre, elle gère le fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées pour favoriser l'accès et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Les actions initiées et mises en œuvre par l'AGEFIPH visent toutes à faciliter l'insertion professionnelle, en milieu ordinaire de travail, ainsi que le maintien dans l'emploi des personnes handicapées dans les entreprises privées.

L'AGEFIPH a pour mission de favoriser l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi de personnes handicapées dans les entreprises privées et en milieu ordinaire de travail.

Déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH)

L'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (OETH) impose aux établissements publics (depuis 2006) ou privés de 20 salariés ou plus de porter la part des travailleurs handicapés au seuil de 6 % de leur effectif. En cas de non-respect de cette obligation, l'employeur doit verser une contribution pour financer des actions en faveur de l'insertion professionnelle des handicapés. À compter de 2020, l'unité d'assujettissement devient l'entreprise et non plus l'établissement et toutes les entreprises (y compris celles de moins de 20 salariés) doivent déclarer les salariés handicapés qu'elles emploient.

Les déclarations annuelles du secteur privé sont collectées par l'Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées (AGEFIPH). L'OETH est intégrée à la déclaration sociale nominative à compter du millésime 2020.

Jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET)

Un NEET (neither in employment nor in education or training) est une personne qui n'est ni en emploi, ni en études, ni en formation (formelle ou non formelle).

Aide complémentaire :

[Agefiph, ouvrir l'emploi aux personnes handicapées](#)

[Obligation d'emploi des travailleurs handicapés en 2019 | Dares \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

[1 million de jeunes ni étudiant ni en formation ni en emploi en 2018 - BFM Business | Dares \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

[Les jeunes ni en études, ni en emploi, ni en formation \(NEET\) : quels profils et quels parcours ? | Dares \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

[Emploi et chômage des seniors en 2018 | Dares \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

[Les seniors au travail | Dares \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)



Activité, Emploi associatif

Nombre d'établissements et de postes salariés

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre d'établissements associatifs employeurs en 2018	23 195	7 575	10 483	7 293	868	12 358	12 260	29 785	8 192	17 280	18 068	12 522	13 325	173 204	835	772	388	1 641	nd	176 840
dont action sociale	4 219	1 619	1 334	1 245	210	3 014	2 734	4 421	1 477	3 198	3 007	1 937	2 359	30 774	282	197	100	375	nd	31 728
dont enseignement	2 586	616	1 864	705	64	1 545	1 419	2 893	889	1 844	1 855	2 164	1 317	19 761	98	77	27	122	nd	20 085
dont santé humaine	480	243	182	128	15	349	292	719	176	306	346	237	287	3 760	24	21	11	33	nd	3 849
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	4 946	1 343	2 301	1 763	167	1 781	2 647	4 499	1 991	3 821	3 407	2 706	2 397	33 769	82	101	41	262	nd	34 255
dont arts, spectacles et activités récréatives	2 849	944	1 025	771	76	1 155	1 203	5 123	772	2 089	2 546	1 239	1 715	21 507	29	53	18	136	nd	21 743
dont autres établissements associatifs	8 115	2 810	3 777	2 681	336	4 514	3 965	12 130	2 887	6 022	6 907	4 239	5 250	63 633	320	323	191	713	nd	65 180
Nombre de postes salariés dans les établissements associatifs au 31/12/2018	429 500	85 842	118 614	68 852	7 036	163 348	190 687	344 882	96 820	180 070	182 009	139 404	141 991	2 149 055	9 172	10 060	4 023	17 720	nd	2 190 030
dont action sociale	118 329	43 924	46 934	35 503	4 412	90 189	99 312	123 504	50 147	90 051	96 634	59 006	64 437	922 382	4 765	ss	ss	8 105	nd	941 190
dont enseignement	118 329	10 932	31 033	10 405	ss	19 585	38 285	65 691	16 456	26 090	24 542	36 893	22 076	420 317	ss	ss	622	ss	nd	ss
dont santé humaine	118 329	5 891	6 552	2 304	ss	11 870	10 170	34 038	3 561	9 117	9 946	6 306	12 995	231 079	ss	ss	ss	ss	nd	ss
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	17 242	3 525	6 733	4 476	ss	6 331	7 746	29 977	5 751	13 076	11 603	8 253	7 748	122 461	266	ss	ss	778	nd	ss
dont arts, spectacles et activités récréatives	5 442	3 525	1 828	1 287	ss	2 837	3 078	9 409	1 700	3 835	4 152	1 339	3 360	41 792	80	ss	ss	233	nd	ss
dont autres établissements associatifs	51 829	18 045	25 534	14 877	1 430	32 536	32 096	82 263	19 205	37 901	35 132	27 607	31 375	409 830	2 213	3 101	1 300	5 506	nd	421 950

Sources : Insee, Flores 2018 ; base de données Séquoia de l'Acoss et des Urssaf



Les travailleurs handicapés

Les travailleurs handicapés dans les effectifs des établissements assujettis, selon les trois modes de décompte en 2019 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Ensemble des établissements assujettis (résultats provisoires)	12 877	3 850	4 777	3 676	385	7 686	8 086	21 332	4 681	8 385	7 405	6 276	6 632	96 048	313	364	144	760	nd	97 629
Nombre de travailleurs handicapés employés en personnes physiques	57 219	17 668	25 788	17 159	1 222	35 952	44 366	132 838	22 818	39 828	35 751	30 512	28 759	489 880	564	721	250	1 922	nd	493 337
Nombre de travailleurs handicapés employés en unités bénéficiaires (2)	45 662	14 216	20 285	13 945	1 039	29 238	35 292	110 495	18 531	31 741	28 419	23 991	22 774	395 627	471	609	220	1 627	nd	398 554
Taux d'emploi direct en unités bénéficiaires (en %)	4,0	4,3	4,7	4,3	4,5	4,2	4,5	3,2	4,3	4,6	4,4	4,0	4,0	3,9	2,3	2,5	2,3	2,8	nd	3,9
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalents temps plein (3)	40 890	12 864	18 323	12 878	934	26 760	32 137	100 260	16 785	29 096	25 710	21 641	20 331	358 609	440	579	211	1 550	nd	361 389
Taux d'emploi direct en équivalent temps plein (en %)	3,6	3,9	4,2	3,9	4,0	3,9	4,1	2,9	3,9	4,2	4,0	3,6	3,6	3,6	2,1	2,4	2,2	2,7	nd	3,5
Dont établissements assujettis sous accord (résultats provisoires)																				
Nombre de travailleurs handicapés employés en personnes physiques	14 788	4 446	5 501	3 852	267	8 859	12 150	69 623	5 963	10 423	10 450	5 966	8 583	160 871	97	83	60	352	nd	161 463
Nombre de travailleurs handicapés employés en unités bénéficiaires (2)	12 155	3 712	4 600	3 232	240	7 378	9 908	59 954	4 953	8 562	8 666	4 943	7 086	135 389	77	73	56	299	nd	135 894
Taux d'emploi direct en unités bénéficiaires (en %)	4,8	5,5	5,7	4,9	5,8	5,7	5,9	4,3	4,8	5,5	5,2	4,9	5,1	4,8	2,9	3,2	4,5	4,2	nd	4,8
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalents temps plein (3)	10 688	3 301	4 097	2 961	220	6 684	8 886	54 074	4 485	7 769	7 838	4 405	6 269	121 676	71	69	55	281	nd	122 153
Taux d'emploi direct en équivalent temps plein (en %)	4,2	4,9	5,0	4,5	5,3	5,1	5,3	3,8	4,4	5,0	4,7	4,4	4,5	4,3	2,7	3,0	4,4	3,9	nd	4,3

Champ : établissements du secteur privé et établissements publics à caractère industriel et commercial, de 20 salariés ou plus

(1) Les salariés pris en compte sont ceux employés directement par les établissements assujettis (c'est-à-dire hors accueil de stagiaires, contrats de fourniture, de sous-traitance ou de prestations de services). Ces salariés sont décomptés selon trois modes différents : en nombre de personnes physiques, en nombre d'unités bénéficiaires ainsi qu'en nombre d'équivalents temps plein.

(2) Chaque travailleur handicapé compte pour une unité bénéficiaire dès lors que son temps de travail est au moins égal à un mi-temps et pour une demi-unité si son temps de travail est inférieur à un mi-temps. Cette valeur du bénéficiaire est ensuite proratisée en fonction de son temps de présence dans l'année et de la durée de validité de sa reconnaissance.

(3) Le décompte des travailleurs handicapés employés en équivalent temps plein s'effectue au prorata du temps réel de travail, du temps de présence dans l'année et de la durée de validité de la reconnaissance. Lecture : en 2019, en Auvergne-Rhône-Alpes, les établissements assujettis à l'OETH emploient directement 57 219 travailleurs handicapés. Cela correspond à 12 877 unités bénéficiaires, soit un taux d'emploi direct de 4,0 %.

Source : Agefiph-Dares, DOETH, traitement Dares, données provisoires, non redressées, arrêtées au 1/9/2021



Les travailleurs handicapés

Caractéristiques des bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés en 2019

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Pourcentage de bénéficiaires de l'OETH en 2019 (résultats provisoires)																				
Selon le sexe																				
Hommes	55	55	52	53	50	55	55	49	54	52	53	55	50	53	42	47	60	56	nd	52
Femmes	45	46	48	47	50	45	45	51	46	48	47	45	50	48	58	53	40	44	nd	48
Selon l'âge																				
15 à 24 ans	2	2	2	2	1	2	2	2	2	2	2	3	2	2	2	2	3	3	nd	2
25 à 39 ans	17	15	17	17	16	16	18	17	17	17	18	18	16	17	18	16	20	21	nd	17
40 à 49 ans	27	27	29	27	25	26	29	27	29	28	27	29	26	27	24	27	26	29	nd	27
50 ans ou plus	54	56	52	54	57	56	51	55	52	52	53	50	57	54	56	55	51	47	nd	54
Selon l'ancienneté																				
Moins de 1 an d'ancienneté	13	12	14	12	9	10	11	8	11	14	13	15	11	11	12	9	9	9	nd	11
De 1 à moins de 2 ans d'ancienneté	8	7	8	8	6	7	7	6	7	8	9	9	8	7	7	6	10	5	nd	7
De 2 à moins de 5 ans d'ancienneté	12	11	13	12	10	12	12	11	11	13	15	13	13	12	10	9	15	13	nd	12
De 5 à moins de 10 ans d'ancienneté	14	13	14	14	14	13	14	14	14	14	15	14	16	14	13	17	16	18	nd	14
10 ans ou plus d'ancienneté	53	56	51	54	61	58	56	61	57	51	48	50	52	55	59	59	51	56	nd	55
Selon la catégorie socioprofessionnelle																				
Chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures	7	5	6	5	7	5	5	21	5	6	9	5	9	10	8	6	9	6	nd	10
Professions intermédiaires	18	14	15	17	18	15	15	26	16	18	19	15	20	19	23	14	24	18	nd	19
Employés	31	29	31	31	52	31	35	29	31	35	38	27	41	32	46	46	38	47	nd	32
Ouvriers	44	52	48	47	23	49	45	24	48	41	34	53	30	39	23	33	29	29	nd	38
Selon le statut d'emploi et type de contrat																				
CDI	88	87	86	87	92	89	87	93	88	87	88	86	90	89	85	90	89	89	nd	89
CDD	8	8	10	7	8	8	9	5	8	9	9	8	8	7	13	8	11	9	nd	8
Intérim et autres	4	5	4	6	0	3	4	2	4	4	3	6	2	3	3	2	0	2	nd	3
Dont Temps partiel	32	31	32	25	32	28	29	31	30	28	31	31	35	31	22	18	16	19	nd	31

Champ : établissements du secteur privé et établissements publics à caractère industriel et commercial (Epic), de 20 salariés ou plus. Données provisoires.
Lecture : en 2019, en Auvergne-Rhône-Alpes, 55% des bénéficiaires de l'OETH en emploi dans les établissements assujettis (comptés en tant que personnes physiques) sont des hommes.

Source : Agefiph-Dares, DOETH, traitement Dares, données provisoires, non redressées, arrêtées au 1/9/2021



Les travailleurs handicapés

Demandeurs d'emploi handicapés en catégories A, B, C par sexe et âge en 2020

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de demandeurs d'emploi handicapés en catégories A, B, C	57 613	20 849	27 199	16 866	1 880	38 565	52 460	61 898	25 394	48 371	54 023	26 226	43 439	474 781	2 359	1 915	924	7 362	126	487 466
Dont hommes	29 336	10 625	13 101	8 467	895	20 298	28 401	31 323	13 080	23 691	27 062	12 705	21 457	240 441	1 150	873	456	4 398	85	247 402
Dont femmes	28 278	10 224	14 097	8 400	985	18 268	24 058	30 574	12 314	24 680	26 961	13 521	21 982	234 341	1 210	1 041	469	2 964	41	240 065

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes en moyenne sur l'année 2020



Les jeunes ni en études, ni en emploi, ni en formation (NEET)

Situation des jeunes selon leurs caractéristiques socio-démographiques en 2018

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de NEET âgés de 16 à 25 ans	149 186	53 461	57 060	51 071	7 046	120 248	170 674	249 318	72 258	116 081	131 884	67 651	110 315	1 356 254	12 551	10 671	18 878	39 216	nd	1 437 569
Nombre de chômeurs	103 770	37 178	40 939	36 183	4 109	84 324	118 304	162 992	52 521	82 197	89 884	49 587	70 151	977 556	8 619	7 193	9 621	27 599	nd	1 030 588
Répartition des Neet (en %) selon																				
Sexe																				
Hommes	51,4	51,7	52,6	52,8	47,9	51,8	52,4	52,9	51,7	51,7	51,6	50,5	52,1	52,0	54,3	53,4	47,6	50,3	nd	52,0
Femmes	48,6	48,3	47,4	47,2	52,1	48,2	47,6	47,1	48,3	48,3	48,4	49,5	47,9	48,0	45,7	46,6	52,4	49,7	nd	48,0
Diplôme obtenu																				
Aucun diplôme ou certificat d'études primaires	21,9	24,8	17,9	24,7	18,7	24,3	28,4	20,7	23,8	21,5	22,7	22,1	22,7	20,6	19,6	16,6	45,8	24,5	nd	21,0
BEPC, brevet des collèges, DNB	10,3	10,8	10,6	10,7	11,0	9,7	11,5	9,6	10,9	10,7	10,1	10,8	10,2	11,7	8,3	9,3	12,8	10,5	nd	11,7
CAP, BEP ou équivalent	20,2	22,6	19,9	22,0	21,2	21,6	20,4	13,9	23,4	21,4	19,5	21,1	20,9	18,7	21,7	20,9	22,5	25,0	nd	18,9
Baccalauréat, Brevet professionnel ou équivalent	30,0	28,3	32,4	29,0	34,6	29,9	27,8	31,6	28,9	30,8	31,1	29,2	30,0	29,2	37,1	37,2	15,5	31,6	nd	29,2
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac+2	7,0	6,8	8,3	6,7	6,6	6,9	6,0	7,6	6,4	7,0	7,3	7,4	7,2	9,6	8,9	9,5	1,9	4,9	nd	9,4
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac+3 ou bac+4	6,1	4,1	6,6	4,1	4,6	4,6	3,6	8,0	4,2	5,2	5,7	5,7	5,2	5,7	3,0	4,1	1,2	2,4	nd	5,5
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac+5 ou plus	4,5	2,6	4,5	2,8	3,3	3,1	2,2	8,6	2,4	3,3	3,6	3,8	3,8	4,5	1,4	2,4	0,4	1,0	nd	4,3
Nombre de NEET âgés de 26 à 29 ans	75 669	25 526	26 886	24 025	3 943	60 526	78 850	148 741	33 438	53 259	64 958	30 245	57 980	608 383	6 556	5 505	8 735	18 636	25 000	672 815
Nombre de chômeurs	49 459	16 528	18 790	15 913	1 962	39 415	51 587	94 340	22 607	36 738	42 372	21 366	35 044	472 331	4 769	3 788	4 284	13 389	nd	498 561
Répartition des Neet (en %) selon																				
Sexe																				
Hommes	40,7	42,1	44,0	43,2	36,0	42,7	42,4	42,9	42,8	43,6	42,5	41,9	42,6	43,9	44,9	44,9	43,1	41,4	nd	43,9
Femmes	59,3	57,9	56,0	56,8	64,0	57,3	57,6	57,1	57,2	56,4	57,5	58,1	57,4	56,1	55,1	55,1	56,9	58,6	nd	56,1
Diplôme obtenu																				
Aucun diplôme ou certificat d'études primaires	19,6	22,8	14,8	22,5	18,7	21,9	23,6	18,8	20,9	19,4	19,7	19,0	20,7	18,3	22,1	17,7	56,8	25,6	87,7	19,0
BEPC, brevet des collèges, DNB	5,5	5,9	5,9	6,3	6,8	5,8	7,4	5,0	6,6	6,4	6,1	5,8	5,8	7,6	4,3	4,6	7,5	6,3	35,3	7,5
CAP, BEP ou équivalent	22,7	28,0	25,0	27,1	25,6	27,5	28,7	15,5	30,5	26,1	24,2	26,3	24,0	22,2	24,8	27,3	18,8	29,8	57,0	22,4
Baccalauréat, Brevet professionnel ou équivalent	21,2	20,6	23,3	20,8	26,7	20,9	21,2	20,4	21,2	21,5	22,0	21,2	22,2	21,7	29,2	28,7	11,1	23,7	nd	21,7
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac+2	9,2	8,8	10,0	8,8	8,4	8,5	7,6	9,2	8,0	8,7	9,4	9,3	8,8	10,3	10,0	8,3	2,6	6,7	nd	10,1
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac+3 ou bac+4	9,7	6,7	10,3	7,1	7,3	7,2	5,9	11,7	6,1	8,1	8,5	9,0	8,4	8,8	5,4	6,9	1,8	4,6	nd	8,5
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac+5 ou plus	12,1	7,1	10,8	7,4	6,5	8,1	5,7	19,5	6,7	9,9	10,1	9,4	10,0	11,1	4,1	6,4	1,4	3,2	nd	10,7

Source : Insee, Recensement de la population 2018, exploitation principale au lieu de résidence, géographie au 1er janvier 2021, âge en années révolues

Emploi des séniors

Emploi des séniors (50-64 ans) en 2018

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière (1)
Nombre d'actifs âgés de 50 à 64 ans	1 043 076	371 883	428 896	344 429	0	742 223	710 724	1 636 873	424 322	800 046	779 669	477 463	667 743	8 427 348	61 373	64 206	23 347	106 393	9 446	8 682 666
Taux d'activité des 50 à 64 ans (en %)	69,2	65,7	65,0	67,1	64,3	65,8	62,4	75,8	64,2	66,0	67,1	66,8	67,1	67,9	70,5	71,5	70,1	64,1	6,9	67,9
Ayant un emploi	63,3	59,5	59,2	60,8	58,9	59,0	54,8	68,6	58,0	59,8	59,7	61,1	59,9	61,2	55,3	59,4	55,1	46,4	5,1	60,9
Chômeurs	6,0	6,2	5,8	6,3	5,5	6,8	7,7	7,2	6,2	6,2	7,4	5,7	7,2	6,7	15,2	12,1	15,0	17,7	1,8	6,9
Hommes de 50 à 64 ans	71,5	67,5	66,3	68,8	70,0	68,9	66,8	79,5	66,3	67,5	69,4	68,6	70,5	70,5	72,9	72,3	75,7	70,1	4,4	70,5
Ayant un emploi	65,5	61,3	60,7	62,4	64,9	61,9	58,6	71,9	60,0	61,6	62,1	62,9	63,3	63,8	58,7	60,5	61,4	51,6	3,6	63,5
Chômeurs	6,0	6,2	5,5	6,4	5,1	6,9	8,2	7,7	6,3	6,0	7,3	5,6	7,2	6,8	14,2	11,8	14,2	18,5	0,8	7,0
Femmes de 50 à 64 ans	67,1	64,0	63,7	65,4	58,9	62,8	58,4	72,4	62,2	64,6	64,9	65,1	64,0	65,4	68,5	70,9	64,6	58,5	2,5	65,3
Ayant un emploi	61,2	57,8	57,7	59,3	53,1	56,2	51,2	65,6	56,2	58,1	57,4	59,3	56,9	58,8	52,5	58,5	48,9	41,5	1,5	58,5
Chômeuses	5,9	6,2	6,0	6,2	5,8	6,6	7,2	6,9	6,0	6,5	7,5	5,8	7,2	6,6	16,1	12,4	15,7	17,0	1,0	6,9
Statut d'emploi et type de contrat des 50 à 64 ans en emploi (en %)																				
Non-salariés de 50 à 64 ans	15,9	14,9	17,1	14,1	21,5	12,6	11,6	12,6	14,3	18,5	19,8	15,2	17,8	15,2	19,2	15,2	14,6	16,3	12,5	15,2
Salariés de 50 à 64 ans	84,1	85,1	82,9	85,9	78,5	87,4	88,5	87,4	85,7	81,5	80,2	84,8	82,2	84,8	80,8	84,8	85,4	83,7	87,5	84,8
Dont emploi à durée indéterminée	92,3	92,1	91,8	92,5	93,7	93,0	91,8	93,6	91,9	91,2	91,4	92,0	92,0	92,3	90,8	89,3	88,3	86,6	86,8	92,2
Dont contrat à durée déterminée	5,8	5,6	6,1	5,4	5,4	4,9	5,7	5,2	5,9	6,6	6,5	5,9	6,1	5,8	7,9	9,0	9,9	10,0	12,0	5,8
Dont temps partiel	20,6	20,2	20,6	16,7	12,2	20,0	18,7	13,5	19,0	19,3	21,0	21,8	18,7	18,5	15,2	15,1	10,3	20,3	7,3	10,3
Dont Intérim	1,1	1,2	1,2	1,3	0,2	1,1	1,1	0,7	1,3	1,2	1,0	1,3	0,9	1,0	0,3	0,5	0,7	0,5	0,1	1,0
Secteur d'activité des 50 à 64 ans en emploi (en %)																				
Agriculture, sylviculture et pêche	3,1	5,0	6,1	4,3	3,9	3,7	2,7	0,3	4,2	6,3	5,2	5,4	2,1	3,5	3,9	5,3	3,2	4,7	1,5	3,5
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	15,8	18,1	13,2	15,7	5,4	18,0	14,7	8,0	16,1	11,8	9,9	16,4	8,3	12,8	6,7	6,7	9,4	6,5	4,9	12,7
Construction	6,0	5,4	5,7	6,0	9,5	5,9	5,7	4,9	6,1	6,1	6,3	5,9	6,5	5,8	7,2	6,1	7,6	6,3	7,6	5,8
Commerce, transports et services divers	40,6	35,6	38,4	38,6	41,6	37,5	37,9	54,4	37,6	38,3	39,7	37,9	44,4	42,1	36,1	35,5	30,6	33,0	19,3	41,9
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	34,5	35,9	36,7	35,4	39,6	34,9	39,0	32,4	36,1	37,4	39,0	34,5	38,8	35,8	46,2	46,3	49,2	49,5	66,6	36,1
Catégorie socioprofessionnelle des 50 à 64 ans en emploi (en %)																				
Agriculteurs exploitants	2,5	3,7	4,4	3,1	2,8	2,5	1,9	0,2	3,2	4,2	4,0	3,8	1,3	2,5	2,7	2,2	2,6	3,7	0,0	2,5
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	9,1	8,1	8,7	7,7	13,8	6,9	6,6	7,0	7,9	10,1	10,7	7,9	10,9	8,5	13,1	10,1	9,6	9,1	0,0	8,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	18,2	14,0	16,1	15,2	13,9	15,2	15,4	30,6	14,3	15,4	18,1	15,6	18,7	19,1	12,2	11,3	15,2	12,5	20,4	18,9
Professions intermédiaires	24,6	22,8	23,0	23,7	22,8	23,5	23,6	24,0	23,2	22,7	23,9	22,3	25,3	23,7	21,0	20,8	23,3	20,8	26,6	23,7
Employés	26,6	27,6	27,0	27,9	30,6	27,6	29,2	25,1	28,6	28,5	27,9	27,1	29,2	27,4	34,7	36,0	28,3	35,0	34,7	27,5
Ouvriers	19,1	23,8	20,8	22,4	16,2	24,4	23,4	13,1	22,8	19,1	15,4	23,4	14,6	18,9	16,3	19,6	21,0	19,0	18,4	18,9
Taux de chômage des 50 à 64 ans	8,7	9,3	8,7	9,3	8,5	10,2	12,2	9,6	9,6	9,4	11,1	8,6	10,8	9,8	21,4	17,0	21,5	27,6	1,8	10,2
Hommes de 50 à 64 ans	8,4	9,0	8,2	9,3	7,3	10,0	12,1	9,6	9,4	8,8	10,6	8,1	10,3	9,6	19,5	16,4	18,6	26,3	0,8	9,9
Femmes de 50 à 64 ans	9,0	9,7	9,1	9,4	9,9	10,5	12,3	9,5	9,8	10,0	11,6	9,0	11,3	10,1	23,2	17,5	24,8	29,1	1,0	10,5
Taux de chômage de longue durée	5,2	5,7	5,2	5,8	4,5	6,7	8,2	6,1	6,2	5,7	7,0	5,1	6,5	6,2	17,4	13,2	15,2	21,1	nd	6,5
Hommes de 50 à 64 ans	5,1	5,6	5,1	5,9	4,0	6,6	8,3	6,2	6,2	5,5	6,7	4,9	6,2	6,1	15,6	12,8	12,9	19,7	nd	6,4
Femmes de 50 à 64 ans	5,3	5,9	5,3	5,8	5,0	6,8	8,1	6,0	6,1	6,0	7,2	5,3	6,7	6,2	19,0	13,5	17,9	22,7	nd	6,6

(1) 2017 pour Mayotte, 2018 pour les autres territoires

Source : Insee, Recensement de la population 2018, exploitations principale et complémentaire au lieu de résidence, géographie au 01/01/2021, RP 2017 pour Mayotte

Cumul emploi-retraite

Retraités et préretraités en emploi en 2018

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière (1)
Nombre de retraités et préretraités	1 794 061	743 856	872 273	666 499	80 587	1 280 991	1 263 261	1 943 645	836 300	1 631 216	1 474 998	917 867	1 245 826	14 750 000	75 440	79 407	13 990	105 312	2 961	15 030 000
Proportion de moins de 65 ans (en %)	17,3	18,3	19,2	18,3	15,4	19,9	20,4	15,9	19,6	17,5	16,3	19,2	15,0	17,7	13,0	13,7	19,1	19,2	39,5	17,7
Cumul emploi-retraite (en %)																				
Nombre de retraités et préretraités ayant un emploi	36 894	14 167	13 202	11 747	0	25 028	18 776	55 615	14 177	30 025	28 437	12 354	27 725	288 147	1 187	1 061	287	1 350	77	292 032
Part de retraités et préretraités parmi les personnes en emploi (en %)	1,1	1,3	1,0	1,1	1,1	1,1	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3	0,8	1,4	1,1	0,9	0,8	0,4	0,5	0,2	1,1
Part de retraités et préretraités en emploi de moins de 65 ans (en %)	37,7	39,5	44,5	39,0	31,6	42,2	39,4	28,2	39,7	38,9	36,1	45,3	30,8	36,5	21,7	24,7	30,5	35,4	61,3	36,4
Proportion d'hommes (en %)	57,2	56,1	56,0	54,4	63,9	58,2	56,1	57,3	55,6	59,0	60,5	54,3	58,9	57,5	49,3	53,9	68,8	56,6	77,4	57,5
Répartition des retraités et préretraités exerçant un emploi selon leur tranche d'âge en %																				
Moins de 60 ans	8,2	9,0	13,8	9,8	11,9	11,3	9,1	7,3	8,6	9,5	8,9	11,8	8,9	9,2	11,3	9,7	7,6	16,0	22,6	9,2
60 à 64 ans	29,5	30,5	30,7	29,2	19,7	30,9	30,2	21,0	31,0	29,5	27,2	33,6	21,9	27,4	10,4	15,0	23,0	19,4	38,7	27,2
65 à 69 ans	34,8	32,7	30,9	33,4	30,3	33,1	33,8	35,3	32,6	34,1	34,1	31,7	33,7	33,9	32,1	28,2	31,1	30,8	25,8	33,8
70 à 74 ans	14,7	15,8	13,3	14,5	19,3	14,3	14,1	19,3	14,9	14,6	16,3	11,3	18,0	15,9	20,0	14,7	18,8	16,5	12,9	15,9
75 ans et plus	12,7	12,1	11,3	13,1	18,9	10,3	12,8	17,2	12,8	12,3	13,4	11,7	17,5	13,8	26,2	32,5	19,6	17,4	0,0	13,9
Proportion de diplômés du supérieur (en %)	27,3	22,5	28,9	24,2	27,1	23,6	24,6	46,2	23,3	26,9	30,2	26,2	30,4	30,4	22,7	22,6	31,9	27,3	29,1	30,4
Proportion de non salariés (en %)	35,1	32,7	34,0	29,9	38,0	30,0	28,0	37,3	34,0	36,4	40,1	33,7	35,4	34,8	26,0	18,3	32,9	29,5	22,6	34,7
Proportion d'emploi à temps partiel (en %)	73,6	73,1	74,2	71,6	40,7	72,6	67,3	66,5	70,8	71,6	70,2	77,1	63,0	70,0	32,3	26,7	32,8	39,3	3,2	69,5
Répartition des retraités et préretraités exerçant un emploi selon leur catégorie socioprofessionnelle en %																				
Employés																				
Proportion parmi l'ensemble des actifs occupés (en %)	26,2	27,2	27,0	28,2	33,4	28,3	28,7	25,1	28,1	28,6	27,9	26,2	29,6	27,3	33,9	34,5	30,6	34,5	33,0	27,4
Proportion parmi les retraités en cumul emploi-retraite (en %)	25,6	26,1	25,9	26,7	24,8	26,0	26,2	20,1	25,3	23,8	22,4	25,5	26,5	24,3	33,7	31,9	17,8	31,0	9,7	24,3
Professions Intermédiaires																				
Proportion parmi l'ensemble des actifs occupés (en %)	27,1	25,2	25,9	26,1	23,2	25,8	26,2	25,7	25,8	25,3	26,4	25,6	26,6	26,0	25,1	25,2	26,2	25,7	27,2	26,0
Proportion parmi les retraités en cumul emploi-retraite (en %)	17,4	15,4	15,9	14,9	17,6	16,7	17,8	19,4	15,5	14,5	16,4	16,3	17,2	16,9	17,8	20,8	26,0	19,1	19,4	17,0
Ouvriers																				
Proportion parmi l'ensemble des actifs occupés (en %)	20,3	25,8	22,8	23,6	18,8	24,6	24,4	12,6	24,9	21,1	17,4	25,0	16,7	20,0	16,6	18,6	20,3	18,5	18,0	19,9
Proportion parmi les retraités en cumul emploi-retraite (en %)	18,4	22,0	19,4	22,3	15,6	22,9	21,8	12,6	19,8	20,8	16,8	20,5	15,8	18,3	19,6	26,2	18,1	15,1	29,0	18,3
Agriculteurs exploitants																				
Proportion parmi l'ensemble des actifs occupés (en %)	1,6	2,5	2,6	1,9	2,0	1,6	1,1	0,1	2,0	2,7	2,6	2,3	0,9	1,5	1,9	1,5	2,0	2,1	1,0	1,5
Proportion parmi les retraités en cumul emploi-retraite (en %)	2,9	3,7	5,0	3,5	3,2	3,4	2,8	0,5	5,7	5,7	6,3	4,7	2,1	3,4	3,8	4,2	8,8	4,8	0,0	3,4
Cadres et professions intellectuelles supérieures																				
Proportion parmi l'ensemble des actifs occupés (en %)	17,6	12,7	14,9	14,0	10,8	14,1	14,4	31,1	12,9	14,3	17,2	14,7	17,2	18,6	11,5	11,7	13,3	11,7	11,5	18,4
Proportion parmi les retraités en cumul emploi-retraite (en %)	16,3	13,1	16,7	15,5	14,6	13,6	15,0	31,7	15,4	15,2	17,5	16,2	18,1	18,9	10,0	9,1	10,7	15,4	22,6	18,8
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise																				
Proportion parmi l'ensemble des actifs occupés (en %)	7,2	6,6	6,9	6,2	11,7	5,5	5,2	5,4	6,2	8,0	8,6	6,2	9,0	6,7	11,0	8,5	7,6	7,6	9,3	6,7
Proportion parmi les retraités en cumul emploi-retraite (en %)	19,5	19,7	17,2	17,1	24,1	17,5	16,4	15,8	18,4	20,0	20,8	16,8	20,5	18,3	15,0	7,8	18,7	14,6	19,3	18,3

(1) 2017 pour Mayotte, 2018 pour les autres territoires

Source : Insee, Recensement de la population 2018, exploitation complémentaire au lieu de résidence, RP 2017 pour Mayotte

AAH	Allocation aux adultes handicapés	CSS	Complémentaire santé solidaire
ACOSS	Agence centrale des organismes de sécurité sociale	CUI	Contrat unique d'insertion
ACTP	Allocation compensatrice pour tierce personne	DADS	Déclaration annuelle des données sociales
ADF	Assemblée des départements de France	DALO	Droit au logement opposable
AED	Action éducative à domicile	DARES	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques
AEMO	Action éducative en milieu ouvert	DEPP	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance
APA	Allocation personnalisée d'autonomie	DGCS	Direction générale de la cohésion sociale
ASC	Agence du service civique	DGEFP	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
ASE	Aide sociale à l'enfance	DJEPVA	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
ASP	Agence de services et de paiement	DOETH	Déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés
ASPA	Allocation de solidarité aux personnes âgées	DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
ASS	Allocation de solidarité spécifique	DREETS	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
ASV	Allocation supplémentaire vieillesse	EAM	Établissement d'accueil médicalisé en tout ou partie pour personnes handicapées
CADA	Centre d'accueil de demandeurs d'asile	EANM	Établissement d'accueil non médicalisé pour personnes handicapées
CAE	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	EHPAD	Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
CAMSP	Centre d'action médico-sociale précoce	ERASME	Extraction, recherche, analyse, suivi médico-économique
CAVIMAC	Caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes	ESAT	Établissement ou service d'aide par le travail
CCMSA	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole	ESCAPAD	Enquête sur la santé et les consommations lors de l'appel de préparation à la défense
CDAPH	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées	ESLD	Établissement de soins de longue durée
CEPIDC	Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès	FAJ	Fonds d'aide aux jeunes
CGET	Commissariat général à l'égalité des territoires	FAM	Foyer d'accueil médicalisé
CHRS	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale	FINESS	Fichier national des établissements sanitaires et sociaux
CIE	Contrat initiative emploi	FiLoSoFi	Fichier localisé social et fiscal
CLAP	Connaissance locale de l'appareil productif	FJT	Foyers de jeunes travailleurs
CMPP	Centre médico-psycho-pédagogique	FLORES	Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié
CMUC	Couverture maladie universelle complémentaire	FSV	Fonds solidarité vieillesse
CNAF	Caisse nationale d'allocations familiales	FTM	Foyers de travailleurs migrants
CNAM	Caisse nationale d'assurance maladie	GIP	Groupement d'intérêt public
CNAV	Caisse nationale d'assurance vieillesse	IEM	Instituts d'éducation motrice
CNDSSTI	Caisse nationale du régime social des indépendants		
CNSA	Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie		

IME	Institut médico éducatif
INJEP	Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IRCEM	Institution de retraite complémentaire des employés de maison
ISD	Indicateurs sociaux départementaux
ITEP	Institut thérapeutique éducatif et pédagogique
IVG	Interruption volontaire de grossesse
JDC	Journée défense et citoyenneté
MAS	Maison d'accueil spécialisée
MEDES	Mission enquêtes, données et études statistiques
MENESR	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
MENJ	Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
MS	Ministère des sports
MSA	Mutualité sociale agricole
ODAS	Observatoire de l'action sociale décentralisée
OFDT	Observatoire français des drogues et des toxicomanies
OFPRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides
OMPHALE	Outil méthodologique de projection d'habitants, d'actifs, de logements et d'élèves
PAIO	Permanence d'accueil, d'information et d'orientation
PCH	Prestation de compensation du handicap
PEC	Parcours emploi compétences
PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information
QPV	Quartier prioritaire de la politique de la ville
RSA	Revenu de solidarité active
REP	Réseau d'éducation prioritaire
SAE	Statistique annuelle des établissements
SAMSAH	Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés

SAVS	Service d'accompagnement à la vie sociale
SESSAD	Service d'éducation spéciale et de soins à domicile
SIAM	Système d'information des accueils de mineurs
SLM	Section locale mutualiste
SPASAD	Service polyvalent d'aide et de soins à domicile
SSIAD	Service de soins infirmiers à domicile
VAE	Validation des acquis de l'expérience



DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Tour Suisse
1 Boulevard Vivier Merle
69443 LYON CEDEX 3

DREETS Bourgogne-Franche-Comté

5 place Jean Cornet
25041 BESANCON
Tél. : 03 63 01 70 00

DREETS Bretagne

4 avenue du Bois-Labbé
CS 94323
35043 RENNES CEDEX

SESE : 3 bis Avenue Belle Fontaine
Immeuble Le Newton
35517 CESSON-SEVIGNE

DREETS Centre-Val de Loire

12 Place de l'Etape
CS-85809
45058 ORLEANS CEDEX 1
Tél. : 02 38 77 68 00

DREETS Corse

2 chemin du Loretto
BP 332
20180 AJACCIO CEDEX 1
Tél. : 0 806 000 126

DREETS Grand Est

6 Rue Gustave Adolphe Hirn
67085 STRASBOURG CEDEX
Tél. : 03 88 75 86 86
Télécopie : 03 88 15 43 43
Mél : ge.direction@dreets.gouv.fr

DREETS Hauts-de-France

Les Arcades de Flandre
70, rue Saint Sauveur
BP 30502
59022 LILLE CEDEX
Tél. : 03 20 96 48 60
Mél. : npdcp.direction@dreets.gouv.fr

40, rue de la Vallée - BP 71710
80017 AMIENS CEDEX 1
Tél. : 03 20 96 48 60
Mél : npdcp.direction@dreets.gouv.fr

DRIHL Île-de-France

5, rue Leblanc
75911 PARIS CEDEX 15

DRIEETS Île-de-France

21, rue Madeleine Vionnet
93 300 AUBERVILLIERS
Tél. : 01 70 96 13 00

DREETS Normandie

14 Av. Aristide Briand
76000 ROUEN
Tél. : 02 32 76 16 20

DREETS Nouvelle Aquitaine

19 Rue Marguerite Crauste
33000 BORDEAUX
Tél. : 05 56 00 07 77

DREETS Occitanie

5, esplanade Compans Caffarelli
BP 98016
31080 TOULOUSE CEDEX 6
Tél. : 05.62.89.81.00
Mél : DREETS-c.direction@dreets.gouv.fr

DREETS Pays de la Loire

22 mail Pablo Picasso
BP 24209
44042 NANTES CEDEX 1
Tél. : 02 53 46 79 00
Télécopie : 02 53 46 78 00

DREETS PACA

23/25, rue Borde CS 10009
13285 MARSEILLE CEDEX 08
(anciennement DIRECCTE)
Tél. : 04 86 67 32 00

66 A, rue Saint Sébastien CS 50240
13292 MARSEILLE CEDEX 6
(anciennement DRDCS)
Tél. : 04 88 04 00 10

DEETS Guadeloupe

Rue des archives - Bisdary
97113 GOURBEYRE
Tél. : 05 90 80 50 50
Fax : 05 90 80 50 00

DGCOPOP Guyane

859, rocade de Zéphir CS 46009
97300 CAYENNE CEDEX
Tél. : 05 94 29 53 53
Fax : 05 94 29 53 66

DEETS Martinique

Immeuble EOLE
2 Av. des Arawaks
97200 FORT-DE-FRANCE
Tél. : +596 596 44 20 00

DEETS Mayotte

3 bis rue Mahabou BP 174
97600 MAMOUDZOU
Tél. : 02 69 61 63 44
Mél : 976.sct@dieccte.gouv.fr

DEETS de La Réunion

112 rue de la République
97400 SAINT-DENIS
Tél. : 02 62 94 07 07



